

Alexandre Alexandrovitch Bogdanov

[Malinovski]

Les problèmes du socialisme

1918

Source : [Александр Александрович Богданов Вопросы социализма](#) М.: Политиздат, 1990 ISBN 5-250-00982-4 [traduction de travail]

Les six chapitres rassemblés dans ce petit livre ont été écrits en 1917. Le « bon à tirer » avait été donné au moment même de la révolution du 7 novembre et l'impression avait été retardée de quelques mois. Le livre sort après le début janvier 1918, édité par *La maison des écrivains de Moscou*. Les éditeurs soviétiques de 1990 avait ajouté une [lettre de Bogdanov à Lounatcharski du 19 novembre \[2 décembre\] 1917](#). À signaler également le compte rendu critique des « Problèmes du socialisme » que Boukharine a publié dans le n°3 de *Kommunist* du 16 mai 1918. (7^e article dans [«Sept articles de Boukharine publiés en 1918...»](#))
[Note MIA]

Les problèmes du socialisme

I. Le système collectiviste¹

L'histoire du capitalisme couvre plusieurs siècles, une période très importante du point de vue de l'individu, mais presque négligeable du point de vue de l'humanité. Pour la science sociale, dont le sujet n'est pas l'individu mais la collectivité, l'ensemble du capitalisme, avec ses innombrables contradictions, sa lutte continuelle, ses équilibres instables, son passage d'une crise et d'une révolution à l'autre, n'est qu'une phase de transition entre deux systèmes sociaux organiques, une longue révolution dans les méthodes de production et les formes de coopération. La limite vers laquelle tend cette révolution est l'ordre collectiviste.

Comme ce système n'a encore été réalisé nulle part, il peut sembler scientifiquement erroné de le mettre sur le même plan que les formations sociales historiquement connues, de le considérer comme un objet de recherche scientifique : n'est-ce pas dépasser les limites de l'expérience ? Mais une telle idée serait extrêmement erronée. Le sens même de la science en général consiste en une *prospective objective*. Pour elle, l'avenir est constitué par les tendances du présent et du passé, qui peuvent être objectivement constatées et comparées. Ici, bien sûr, la prévision n'est que relative et conditionnelle, mais telles sont toutes les conclusions de la science.

Les méthodes sur lesquelles la recherche s'appuie dans ce cas sont l'analyse abstraite et la déduction. Les principales tendances du développement doivent être clairement identifiées dans la réalité sociale ; elles doivent ensuite être combinées, mentalement, jusqu'au point de la vie où elles restent mutuellement compatibles. Ce sont les mêmes techniques qui doivent être appliquées – mais en sens inverse – lorsqu'il s'agit de reconstituer une image des formations sociales préhistoriques. Ici et là, le principe directeur est l'adaptation de la société aux conditions de sa lutte laborieuse pour l'existence.

Bien entendu, nous ne pouvons découvrir de cette manière que les caractéristiques les plus générales, mais aussi les plus importantes, du système social de l'avenir qui s'offre à notre prévoyance.

Il faut garder à l'esprit que toutes les conclusions sur le nouvel ordre social obtenues par cette méthode présupposent une condition vitale nécessaire, à savoir le développement progressif de la société. L'histoire connaît des exemples de transition de vastes systèmes sociaux vers la stagnation et la dégradation. Il est clair que, dans ce cas, tous les calculs fondés sur la poursuite mentale des tendances de développement observées seraient fondamentalement erronés.

¹ Ce chapitre a ensuite été inclus dans le volume 2 (numéro 4) du *Cours d'économie politique* de A. Bogdanov et I. Stepanov [Note des éditeurs soviétiques de 1990]. On en retrouve la substance dans le dernier chapitre de A. Bogdanoff, *A Short Course of Economic Science*, Londres, 1923-1927 [Note MIA].

C'est pourquoi la prévision de l'organisation future de la société doit se faire au conditionnel : "si le progrès des forces productives se poursuit et que l'humanité est capable de résoudre les tâches historiques auxquelles elle est confrontée, alors voici les relations économiques qui prendront la place des relations actuelles...". Par conséquent, la question du progrès ou de la dégradation reste posée.

Nous partons d'une hypothèse favorable. Si la guerre mondiale a fait craindre à beaucoup le sort de toute la civilisation moderne, ce n'est encore qu'une crainte, rien de plus.

1. les techniques sous le collectivisme

Depuis l'apparition de la production mécanique, tout le cours de l'histoire témoigne de l'avenir gigantesque de ses méthodes. Ses progrès sont de plus en plus rapides et de plus en plus systématiques, de moins en moins dépendants du hasard du génie inventif.

Il est clair que la base du collectivisme doit être la production mécanique dans une phase de développement plus élevée que la phase actuelle. Quelles sont les caractéristiques de cette phase ?

L'analyse de la machine par Marx a montré qu'elle est composée de trois parties : le générateur (source) de force, le mécanisme de transmission et l'outil de travail. Pour chacune de ces parties, on peut déterminer à l'heure actuelle des tendances particulières de progrès.

Dans l'industrie moderne, la principale source d'énergie est la houille brûlée dans les machines à vapeur. La consommation de charbon augmente rapidement et continuellement, mais ses réserves dans la croûte terrestre sont limitées et non renouvelables, et de plus, elles sont concentrées dans quelques endroits. Les réserves de pétrole, qui peut remplacer le charbon, sont encore plus petites et plus rares. De vastes pays comme l'Italie et, jusqu'à la fin de la guerre mondiale, la France, ont été freinés dans le développement de leur capitalisme industriel par le manque de combustibles minéraux. D'autres pays, comme l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne, s'appuyant sur la richesse de ces matières, ont connu la vie économique la plus intense. Mais eux aussi doivent s'orienter vers des gisements de plus en plus profonds et, au rythme actuel d'expansion de la production, l'avenir charbonnier de ces pays s'assombrit lui aussi de plus en plus.

Naturellement, la technologie des machines déploie de grands efforts pour trouver de nouvelles sources d'énergie. L'électricité est en tête de liste. Par rapport à la vapeur, elle présente d'énormes avantages. Elle peut être facilement convertie en toutes les autres formes d'énergie et tout aussi facilement récupérée à partir de celles-ci. Grâce aux transformateurs les plus modernes, son énergie peut être transmise par fil sur de longues distances avec relativement peu de pertes. En outre, elle peut être divisée avec précision en parties arbitrairement petites, distribuée, mesurée et contrôlée en détail. D'une manière générale, il s'agit de la force naturelle la plus flexible que nous connaissons. Grâce aux méthodes de l'électrotechnique, il est déjà possible d'utiliser l'énergie de nombreuses chutes d'eau et la force des rivières en crue ; à l'avenir, des forces aussi redoutables que les marées maritimes viendront s'y ajouter ; il sera également possible, bien entendu, d'utiliser l'énergie directe des vents, des tempêtes, etc. par le biais de l'accumulation. D'ores et déjà, dans certains endroits, par exemple dans certaines régions de l'Italie pauvre en combustible, l'énergie hydraulique

transformée en électricité devient la base du développement industriel, remplaçant le charbon ; on l'appelle la "houille blanche"¹.

Tout cela forme un vaste champ de conquête des éléments par le travail – un champ qui suffirait à l'humanité au rythme actuel de son développement, probablement pendant des centaines d'années. Mais les travaux sur l'électricité et les phénomènes qui en découlent ont ouvert une autre perspective, incomparablement plus grandiose : l'énergie intra-atomique.

Il s'est avéré que toutes les formes d'énergie connues jusqu'à présent par l'humanité ne sont que le résultat d'une libération partielle de ces réserves d'énergie accumulées dans les atomes de la matière, réserves incommensurables au-delà de toute imagination. Il s'est avéré que sous la coquille métaphysiquement immobile des éléments chimiques "indestructibles et éternels" se cachent les mouvements les plus intenses et les destructions éternelles. Dans le domaine du travail, mais bien au-delà de son pouvoir, se trouvent des quantités de forces des milliers de millions de fois supérieures à celles trouvées auparavant. La technologie scientifique est confrontée à une nouvelle tâche, la plus révolutionnaire de toutes celles qu'elle s'est jamais fixées.

On peut affirmer avec certitude qu'aucune résolution complète de ce problème ne peut être obtenue par l'humanité actuelle, anarchiquement fragmentée. Mais une solution même très partielle entraînerait en elle-même une transformation de toute l'organisation sociale : elle doit mettre entre les mains des hommes des pouvoirs gigantesques et redoutables qui doivent être contrôlés par la collectivité universelle, sous peine de s'avérer désastreux pour toute vie sur terre.

En tout état de cause, il y a tout lieu de penser que *la base technique du collectivisme sera l'utilisation de réserves d'énergie illimitées par rapport à celles dont dispose aujourd'hui l'humanité, ramenées aux formes les plus flexibles possibles.*

L'évolution de l'autre aspect de la production des machines – les mécanismes de transmission – n'est pas moins fiable et claire. Il s'agit d'un perfectionnement du principe de l'*automatisme*.

Le mécanisme automatique est encore la forme la plus élevée de la machine. Mais dès à présent, dans toute une série d'adaptations et d'améliorations individuelles, il y a une tendance vers un nouveau stade, encore plus élevé – un *mécanisme régulé automatiquement*. De nombreuses fonctions de surveillance des machines sont transférées de l'ouvrier à divers appareils de contrôle, et non seulement l'intervention de l'ouvrier dans le mouvement de la machine est réduite à une valeur de plus en plus faible, mais ces fonctions elles-mêmes sont évidemment exécutées de manière beaucoup plus précise et rapide. Les dispositifs les plus simples de ce type, les divers "régulateurs" de la puissance de la vapeur dans les chaudières, de l'intensité du courant, de la vitesse des machines, etc. existent depuis longtemps. Il s'agit également de dispositifs de signalisation automatique qui avertissent l'ouvrier de la nécessité

¹ Les économistes qui idéalisaient la production à petite échelle fondaient de grands espoirs sur l'électricité, en raison de la divisibilité et de la facilité de transmission de son énergie, comme facteur de résurrection de l'artisanat : on leur confiait des ateliers indépendants, dispersés dans les villes et les villages, équipés de petits moteurs alimentés par des centrales. Il va sans dire que la production indépendante à petite échelle n'aurait pas été possible de cette manière : elle aurait été asservie aux grandes compagnies d'électricité. Aujourd'hui, cependant, la flexibilité de l'énergie électrique est mieux exploitée par la production à grande échelle afin de se débarrasser des systèmes de transmission complexes, coûteux et encombrants qui distribuent l'énergie du générateur aux machines. Ainsi, l'industrie textile s'oriente vers un système de petits moteurs électriques individuels pour chaque machine. [Note de l'auteur]

de son intervention, ainsi que de ceux qui arrêtent la machine à certaines irrégularités de son fonctionnement, etc.

Mais sous le capitalisme, les efforts de la technique pour développer des appareils de régulation sont limités par les conditions économiques dans des limites relativement étroites. Le capitaliste achète la force de travail comme n'importe quelle autre marchandise et n'introduit des améliorations pour remplacer la force de travail que lorsqu'il a réalisé des économies suffisamment importantes sur celle-ci. Pour lui, les mécanismes à régulation automatique *ne sont pas du tout favorables*. S'il dispose déjà de machines très perfectionnées du type actuel et d'un nombre relativement faible d'ouvriers, quelle raison aurait-il de passer à des machines encore plus perfectionnées ? L'équipement ou l'achat de ces machines entraînerait une dépense supplémentaire très importante, et l'économie de main-d'œuvre ne peut être que minime, car la dépense totale est déjà relativement faible. C'est ici que le point de vue commercial du capital arrête la révolution technique. Ainsi, le seul domaine où l'on peut trouver des mécanismes d'autorégulation est le domaine militaire, le domaine non pas de la production mais de la destruction. Là, la tâche technique domine la tâche commerciale, et il existe déjà des torpilles sous-marines, des mines aériennes, etc. à régulation automatique.

Ce n'est que sous le collectivisme que tous les calculs commerciaux disparaissent inévitablement, que les intérêts de la force de travail deviennent le principe directeur et que l'élévation du travail humain à un niveau supérieur, avec l'élimination de toutes les fonctions d'ordre inférieur, devient la tâche principale. C'est alors que les *mécanismes à régulation automatique acquièrent l'importance du type de technologie de base*.

L'outil de travail est la dernière et la plus simple des parties de la machine. Dans ce domaine, le progrès doit se limiter à l'amélioration de la précision et de l'adéquation de la forme de l'outil ; aucune tendance qualitative ne s'est encore manifestée.

Il est un domaine technique qui a un rôle essentiel à jouer dans la préparation de la nouvelle organisation sociale. Il s'agit des moyens de communication, de transport et d'échanges. Ici, une formidable révolution s'opère sous nos yeux : le trafic aérien et le télégraphe sans fil sont évidemment destinés à franchir les dernières barrières, les derniers obstacles matériels à la communication humaine sur la surface de la terre. La difficulté *technique* la plus importante pour la formation d'un collectif universel est levée.

2. La force de travail

L'évolution des moyens de production détermine l'évolution de la force de travail. Même sous le capitalisme, elle est profondément transformée par la production mécanique. Peu à peu, la dextérité physique spécialisée perd de son importance et le développement de l'intellect et de la volonté – le niveau *culturel* du travailleur – passe au premier plan. Le travail avec les machines exige avant tout de l'attention et de la compréhension, cette conscience technique qui constitue le point de départ et le support de l'impressionnant développement idéologique du prolétariat. Cela dépend du fait que, dans le travail sur les machines, les fonctions de type "organisation" et de type "exécution", qui étaient auparavant nettement séparées, sont de plus en plus combinées : la *gestion et le contrôle de la machine*, d'une part, et le contact physique direct avec elle, d'autre part.

Cependant, dans la phase actuelle de la production de machines, la combinaison des deux types est loin d'être complète. Ceci est démontré par la présence et le rôle important dans la

production d'une main-d'œuvre intellectuelle spécialisée sous la forme de divers techniciens scientifiques et ingénieurs. Même dans le cas des mécanismes automatiques, un technicien intellectuel est nécessaire pour diriger le travail, en plus des travailleurs techniquement compétents. La main-d'œuvre reste fondamentalement différenciée en deux types : simple et scientifiquement complexe.

L'évolution de la technologie vers des mécanismes à régulation automatique devrait conduire à une nouvelle étape dans le développement de la main-d'œuvre. Le niveau de la main-d'œuvre "simple" devrait être encore plus élevé. On exigera de l'ouvrier non seulement une connaissance technique – une compréhension générale du mécanisme, une attention intelligente et disciplinée – mais aussi un *savoir technique* formalisé et précis. Il devra évaluer et comparer de temps en temps les données fournies par les différents appareils de régulation de la machine, et chaque fois coordonner son intervention avec les conclusions qui découlent de l'ensemble de ces données. Bref, il sera par nécessité autant ingénieur qu'ouvrier : un type synthétique, fusionnant des fonctions auparavant séparées.

Si le rôle de l'ingénieur-manager sur un groupe de travailleurs est maintenu, il ne sera pas *qualitativement* différent du rôle de ces travailleurs : l'"organisateur" opérera selon la même méthode, mais sur un éventail plus large de données techniques. Il y aura différents *degrés de* développement de la main-d'œuvre, mais pas différents types.

Bien entendu, dans les premiers stades du collectivisme, les machines autorégulatrices ne domineront pas encore quantitativement la technique de production. Mais une fois que le type culturel de la force de travail qui leur correspond sera formé, le développement de l'ensemble de la force de travail de la société gravitera inévitablement vers lui. En ce sens, la forme *la plus élevée* de la technologie est en général *déterminante*, puisqu'il n'y a pas de distinction nette entre elle et les formes inférieures dans le système de production. Ainsi, dans le système moderne, le développement du prolétariat tend vers le type culturel créé par les formes les plus avancées de la technologie des machines, bien qu'elles ne soient pas encore les plus répandues : la culture du collectif se développe dans ses couches avancées et est assimilée par le reste. Cette tendance est renforcée par la *fluidité de la* force de travail, déjà caractéristique du capitalisme, par les passages fréquents, forcés ou volontaires, d'un type de travail à un autre, d'une entreprise ou même d'une branche à une autre, à notre époque en raison des fluctuations du marché du travail, dans le système futur, comme nous le verrons, en raison d'autres causes.

Le développement de la production mécanique sous le capitalisme commence également à surmonter une autre forme de limitation du travail : la spécialisation technique des travailleurs. Le contenu psychologique des différents processus de travail devient de plus en plus homogène : la spécialisation est transférée à la machine, à l'outil de travail, et en ce qui concerne les différences dans l'expérience et les expériences des travailleurs eux-mêmes, traitant avec différentes machines, ces différences diminuent de plus en plus, et avec une technologie plus élevée, elles deviennent négligeables, comparées à la somme d'expériences similaires et d'expériences identiques, qui font partie du contenu du travail – observation, contrôle, contrôle de la machine. Dans ce cas, la spécialisation n'est pas réellement détruite – les branches de production ne se mélangent pas réellement entre elles, chacune a sa propre technique – mais elle est *surmontée*, perd ses aspects néfastes, cesse d'être un réseau de cloisons entre les hommes, cesse de rétrécir leurs perspectives et de limiter leur communication, leur compréhension mutuelle.

À l'aube de la vie de l'humanité, toutes les forces de travail du groupe clanique étaient fondamentalement homogènes, ne différant que quantitativement ; tout le travail était simple ; il n'y avait pas de travail qualifié en raison de la faiblesse technique de la société et du faible niveau de culture. Le système du collectivisme doit à nouveau détruire la distinction entre travail simple et travail qualifié, mais déjà sur la base d'une culture plus élevée, en les fusionnant en un seul.

3. La coopération

Le capitalisme a étendu le système de coopération à des proportions mondiales, mais seulement sous la forme inorganisée et anarchique qu'incarne le lien du marché. Quant à la coopération organisée, qui prévaut au sein des entreprises indépendantes, le capitalisme ne cesse de la développer par l'accumulation du capital et sa centralisation : elle atteint aujourd'hui des proportions sans précédent, réunissant des dizaines, parfois des centaines de milliers de travailleurs dans des entreprises gigantesques.

Le collectivisme pousse la coopération organisée jusqu'à sa limite ultime, en remplaçant la forme anarchique du lien social : toute la société devient une seule entreprise.

Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement une centralisation spatiale de la production, telle que celle que la force d'attraction du marché sous le capitalisme génère dans d'immenses villes industrielles comptant des millions d'habitants. Cette force cesse d'opérer avec le passage à un système de collectivisme, et la répartition territoriale des travailleurs est entièrement déterminée par les intérêts de la production elle-même et des producteurs, intérêts qui coïncident alors. Le perfectionnement des moyens de communication et la facilité de transmission de la force motrice devraient faciliter la dispersion opportune de la production et libérer l'humanité des accumulations excessives de matériel humain ; ces accumulations ont joué leur rôle nécessaire en rapprochant les hommes, en développant les liens et la compréhension mutuelle ; mais elles deviennent alors objectivement inutiles, et en même temps elles contredisent l'hygiène et affaiblissent l'union de l'homme avec la nature, la grande source de l'expérience vivante et de la culture.

La mobilité de la main-d'œuvre, la fluidité des groupements humains dans la production, qui progresse encore continuellement dans le système moderne, doit être multipliée dans le collectivisme. La raison n'en est pas seulement que le passage d'un emploi à l'autre devient de moins en moins difficile avec le développement du machinisme automatique et que, par conséquent, l'attachement du producteur à l'une ou l'autre spécialité perd tout son sens. La fréquence croissante de ces transitions devient un *besoin direct de la production*. La nouvelle technologie exige une telle souplesse d'esprit et de volonté, une telle polyvalence d'expérience, que le travailleur doit changer de temps en temps d'emploi pour les atteindre et les conserver : la concentration sur une spécialité ne produit que conservatisme mental et étroitesse d'expérience.

En outre, le progrès technologique accéléré, les améliorations toujours nouvelles, tout en ne permettant pas aux producteurs de se figer spirituellement dans leur spécialité, obligent en même temps à de fréquents déplacements de la main-d'œuvre, rendent très mobiles et fluides

les regroupements mêmes des forces de travail en productions distinctes et leurs "entreprises"...¹.

Dans son ensemble, le système de coopération sous le collectivisme semble être *assez centralisé*, mais pas dans le sens bureaucratique et autoritaire que l'on donne aujourd'hui à ce mot. L'organisation consciente et planifiée de la production ne peut être que centralisée ; mais dans la coopération homogène et fraternelle, l'association centrale n'est pas fondée sur l'autorité.

Dans le domaine du capital, de la concurrence, de la lutte des classes, des conflits constants entre les intérêts des individus et des collectifs, il est difficile d'imaginer un autre mode de centralisation que la subordination, basée sur la violence réelle ou possible ; l'Etat moderne en est un exemple vivant. Mais déjà, l'organisation de classe du prolétariat commence à élaborer une autre voie : la création de centres qui précisent et mettent en œuvre la volonté de la collectivité, mais ne la gouvernent pas. Les conditions objectives placent cette tendance dans un cadre relativement étroit : les contradictions des intérêts personnels avec les intérêts collectifs et dans la classe ouvrière elle-même sont loin d'être détruites, mais sont seulement affaiblies par la coopération de la camaraderie et la prédominance croissante des intérêts collectifs ; et les besoins de la lutte de classe, la nécessité de décisions parfois rapides et d'actions rapides obligent les centres à conserver dans certains cas une fonction dirigeante autoritaire, à donner à la discipline des organisations la coloration de l'autorité – de l'obéissance. Avec l'élimination de la lutte des classes et de la concurrence économique, les conditions limitant le développement de la forme de centralisation "camarade" disparaissent, la teinte bureaucratique hiérarchique s'estompe inévitablement et la centralisation apparaît sous sa forme naturelle.

Pour le collectif des camarades, la question de l'organisation centrale de la production est une question de répartition optimale des forces de travail et des moyens de production disponibles, c'est-à-dire une tâche *scientifique et statistique* – et seulement une telle tâche. Cela détermine la nature de l'appareil unificateur de l'ensemble du système de production : une institution statistique dans laquelle toutes les informations sur la quantité de force de travail et les produits fabriqués dans les différentes "entreprises" et les branches entières du travail sont continuellement rassemblées et traitées.

Avec un surplus général de force de travail et sa plus grande mobilité, avec l'absence de toute hiérarchisation sociale des types de travail, tant "supérieurs", plus honorables, que "inférieurs", ou moins honorables, avec l'équivalence objective, c'est-à-dire socialement nécessaire et socialement reconnue, de tous les types de travail utiles à la société, la simple publication d'informations sur le surplus ou la pénurie de travailleurs en tel ou tel point du mécanisme économique est tout à fait suffisante pour orienter et réguler la répartition des producteurs en fonction des besoins de la collectivité.

Ce qui, dans le capitalisme, se réalise spontanément par la demande du marché, se réalise ici consciemment par la demande de la société. Sur les centaines de millions de travailleurs qui changent de temps en temps de métier, il y aura toujours les dizaines de milliers nécessaires

¹ [Dans le chapitre "Système collectiviste" du "*Cours d'économie politique*" (coédité avec I. Stepanov, 1924, 3^e éd., vol. 2, v. 4, p. 290), Bogdanov ajoute ici : "Il sera particulièrement important pour l'humanité de surmonter la frontière moderne entre l'industrie et l'agriculture sur la base de la technologie scientifique en agriculture, de la dispersion de l'industrie dans l'espace et des méthodes de transport les plus parfaites". *Note des éditeurs soviétiques de 1990*]

pour combler le déficit de force de travail constaté dans telle ou telle branche, et inversement, s'il y a un excédent dans une branche, les travailleurs des autres branches ne s'y dirigeront pas sans motifs particuliers – occasionnels et rares – ; la sortie de force de travail de cette branche ne sera pas couverte tant que l'équilibre n'aura pas été rétabli.

Un tel mécanisme serait imparfait et insuffisant à un bas niveau de production, lorsque la société ne dispose que du nombre de travailleurs nécessaire pour répondre aux besoins courants. Mais aux stades les plus élevés de la technologie scientifique, avec l'énorme quantité de travail excédentaire, c'est-à-dire l'énergie sociale gratuite, tous les risques et tous les inconvénients de la méthode disparaissent.

La question de la durée de la journée de travail obligatoire dans le système du collectivisme n'a d'importance que pour ses premières étapes, lorsque le prolétariat, s'étant emparé de la domination de classe, sera forcé de discipliner les restes des classes parasites pour le travail. Dans cette phase, en tant que phase de transition, certaines restrictions de la liberté dans le choix de l'occupation seront également nécessaires, en général, beaucoup moins, bien sûr, que celles qui sont actuellement dictées par les conditions matérielles de la vie à l'écrasante majorité des gens. Toutes ces questions seront résolues par un examen objectif des besoins de la production, sur la base de toute l'expérience accumulée.

Dans un système collectiviste développé, la durée de la journée de travail, comme le choix de la profession, passe du domaine de la contrainte à celui de la liberté. Le travail est une nécessité de l'organisme humain, la dégénérescence parasitaire est impensable dans une collectivité laborieuse ; les consignes d'hygiène, d'une part, les forces et les inclinations individuelles, d'autre part, suffisent à déterminer la durée du travail pour chaque producteur. Il reste donc à l'appareil central de production dans ce domaine à prendre en compte les faits, mais non à prescrire des normes.

En résumé, nous pouvons caractériser la coopération sous le collectivisme comme un *système de camaraderie scientifiquement organisé, un collectif centralisé basé sur la plus grande mobilité de ses éléments et de leurs groupements, avec une grande homogénéité mentale des travailleurs, en tant que travailleurs conscients complètement développés.*

4. La distribution

La distribution est soumise aux conditions et aux besoins de la production. Sa loi abstraite est que chaque élément de la société - groupe ou membre individuel - doit recevoir tout ce qui est nécessaire à l'accomplissement de sa fonction productive. Cette loi, qui n'a fonctionné jusqu'à présent que comme une tendance spontanée, avec des fluctuations et des irrégularités constantes, devient, à l'époque du collectivisme, un principe d'organisation scientifiquement conscient de la société. Les formes de répartition qui en découlent doivent être différentes aux différents stades de ce système social.

Ainsi, à une époque de transition, lorsque le nouvel ordre émerge à peine, que ses forces productives sont encore limitées et que la discipline coercitive du travail ne peut pas encore être éliminée, la distribution doit être basée sur la proportionnalité entre le travail et la rémunération. La société ne peut s'affranchir de ce cadre sous peine de disposer d'une quantité insuffisante de travail. Elle doit encore compléter l'éducation ouvrière de ses membres, surtout de ceux qui sont issus de familles appartenant autrefois aux classes dirigeantes ; elle doit en outre consommer avec parcimonie pour assurer la prospérité de tous, et en même temps

développer et renforcer rapidement sa base technique, dont dépendent la force et la stabilité de l'ordre nouveau.

Au stade suivant, lorsque les forces productives de la société ont été portées à un niveau qui rend l'économie superflue, lorsque son organisation est bien établie et que les vestiges de l'individualisme et du parasitisme ont disparu, alors les motifs restrictifs tombent et la même liberté règne dans le domaine de la distribution que dans celui de la production : "de chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins".

Dans la première phase, le travail est "récompensé" par la société et, par conséquent, bien que l'appropriation privée des moyens de production soit détruite, il reste la propriété individuelle des articles de consommation. Dans la deuxième phase, le concept de "propriété" ne s'applique plus, ni aux moyens de production ni aux objets de consommation : l'histoire de cette catégorie économique est alors achevée, son contenu est obsolète.

Le nouvel appareil de distribution, remplaçant le mécanisme spontané du marché, doit dès l'origine se caractériser par une énorme complexité ; il doit reposer sur les statistiques les plus précises et les plus actuelles des produits fabriqués et de leur consommation. Le marché moderne crée déjà divers appareils auxiliaires qui sont de vagues prototypes des futures méthodes de distribution : organisations informatives des bourses, agents et comités d'experts des grandes entreprises de crédit, qui vérifient la situation des marchés, etc. Les nouvelles formes de distribution doivent être préparées de manière encore plus approfondie. Il faut encore plus préparer les organisations de travail comme les coopératives à ces nouvelles formes de distribution.

La guerre et le capitalisme militaro-étatique ont créé de nouveaux appareils de distribution plus complexes et plus larges. Mais, étant généralement adaptés au système capitaliste actuel, tous ces embryons ne peuvent même pas servir de matériel direct pour une nouvelle organisation de la distribution, mais représentent au mieux, en tant que coopératives de travailleurs, une école préparatoire pour l'éducation des organisateurs à qui l'histoire confiera la tâche de construire dans ce domaine au moment de la transition.

II. Est-ce pour demain ?

L'aile gauche et internationaliste de notre social-démocratie est aujourd'hui dominée par les thèses dites "maximalistes", qui semblent beaucoup moins répandues parmi nos camarades européens. L'essence de ces conceptions se réduit à l'idée que la réalisation du socialisme est historiquement déjà une question de demain, que la crise que l'humanité traverse actuellement *est précisément la crise de la transition du capitalisme au socialisme* et que, dans son développement successif, elle culminera dans une révolution socialiste. On suppose que les conditions de base d'une telle transition sont déjà réunies dans les pays avancés et que la lutte du prolétariat pour la paix s'y transformera en une lutte contre les fondements du système actuel. Après avoir triomphé dans cette lutte, le prolétariat d'Europe et d'Amérique mènera d'abord à bien la cause du socialisme chez lui, puis il aidera les travailleurs des pays arriérés comme notre Russie à faire de même, et la tâche d'organisation mondiale du collectivisme sera résolue.

Il est naturel de se demander *comment* elle sera résolue. Je ne parle pas ici de l'aspect martial de cette solution, ni du déroulement de la lutte pour celle-ci, mais de l'aspect positif et pratique, de la création même de l'ordre nouveau.

Personne ne nierait qu'une tâche aussi grandiose et aussi complexe nécessite une *formulation strictement scientifique*. Mais que signifie ici le mot "scientifique" ? Vers *quelle* science devrions-nous nous tourner pour obtenir de l'aide et des conseils afin de résoudre le problème mondial de l'organisation ? Il semble logiquement inévitable de se tourner vers la science de l'*organisation*. Mais où se trouve-t-elle ? Dans le cercle des disciplines que nous connaissons, elle n'existe toujours pas.

On répondra qu'il existe, mais sous un autre nom. Le socialisme est une tâche "économique" [хозяйственная], une tâche d'organisation économique systématique ; il est résolu au moyen d'un "plan économique". Par conséquent, il doit être élaboré par la science "économique" [хозяйственная] ou *économique [экономическая]*.

Mais il y a ici un grand et malheureux malentendu, qui dépend d'un emploi inexact des mots. "Économique" [Хозяйственный Khoziaistvennyi] et "économique" [экономический ekonomitcheskii] sont considérés comme des synonymes exacts dans la conscience du commun des mortels, ainsi que dans la science bourgeoise, mais très improprement. En effet, "économie" [khoziaitsvo] renferme non seulement "l'économie" [ekonomiky], c'est-à-dire les rapports des hommes dans la production et l'appropriation, mais aussi "la technique", c'est-à-dire les rapports des hommes à la nature, l'ensemble des méthodes de lutte contre elle ou de son exploitation. On sait même que l'économie [ekonomiky] est *déterminée par la technique*. Le "plan économique" [Khoziaistvennyi plan] a donc un côté économique et un côté technique, ce dernier étant le principal. Il est clair qu'élaborer un "plan économique" à l'aide de la seule science économique revient à résoudre un problème sans le maîtriser.

En voici un exemple. Les différentes sources d'énergie technique – chaleur solaire, énergie hydraulique, charbon – sont réparties de manière très inégale sur la terre ; la main-d'œuvre humaine est également placée sans correspondance avec elles – et dans une large mesure, il en va de même pour les voies de communication. La question de savoir comment redistribuer tout cela de manière planifiée est beaucoup plus technique qu'économique. Il en va de même pour les questions relatives aux logements, à leur devenir du point de vue d'une humanité libérée, à la préservation ou à la destruction de centres urbains de millions d'habitants, etc. Certes, ces questions peuvent être résolues dans le cadre de la spontanéité sociale, ce qui entraînerait un gaspillage d'énergie et beaucoup de souffrances inutiles ; mais ce sera impossible, car l'exigence d'ordre est l'essence même du socialisme.

Ainsi, la science "technique", ou plutôt l'ensemble de ces sciences, doit être impliquée, car elles sont très nombreuses. En outre, ce sont des sciences *appliquées*, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas indépendantes dans leurs méthodes ; elles ne peuvent résoudre scientifiquement leurs questions que sur la base des sciences naturelles et des mathématiques. Il est évident que ces dernières doivent jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration du plan économique socialiste.

Il y a ensuite un autre aspect très important. Elle doit être réalisée, sur la base de la société moderne, d'une manière *politique*, c'est-à-dire sous des formes étatiques et *juridiques*, bien qu'elles soient susceptibles de disparaître dans le cadre de l'évolution future. Dans tous les cas, il y a un aspect politique, d'où la nécessité d'impliquer l'État ou les sciences juridiques en général.

Mais ce n'est pas tout. Une organisation systématique mondiale ne peut être réalisée que par des forces collectives et, de plus, à une échelle mondiale qui lui correspond : le collectif prolétarien international. Et tout collectif est composé de personnes d'un certain type et d'un certain niveau de culture spirituelle, c'est-à-dire d'une certaine compréhension de la vie et d'une certaine attitude à son égard. Cette idéologie générale est-elle indifférente à la solution du problème ? Évidemment non, car tous les intérêts politiques et économiques se réfractent et se formalisent à travers elle. Cette idéologie commune ou "mode de pensée" est le côté le plus *conservateur* de la nature humaine : elle est la plus apte à se maintenir comme une relique du passé au milieu de conditions de vie et de relations nouvelles, et peut être le frein le plus puissant sur le chemin de l'avenir. Le regroupement des forces de classe dans une guerre mondiale en est un exemple frappant.

Pourquoi les prolétaires de tous les pays entrés en guerre, et surtout leurs idéologues, ont-ils si facilement et si rapidement "réalisé" leur solidarité avec les capitalistes de leur propre camp et la sanglante contradiction d'intérêts avec les prolétaires du camp étranger ? Laissant de côté les vulgarités naïves qui réduisent toute l'affaire au fait que les travailleurs allemands ou autres "ont été trompés", et examinant les faits de bonne foi, il n'est pas difficile de voir que la raison réside dans l'état culturel du prolétariat, dans la domination sur lui des vieux modes de pensée, non pas développés par lui, mais perçus par lui dès l'enfance. Les nouveaux modes de pensée collectivistes, les siens, se dessinaient déjà, mais encore partiellement, dans la sphère limitée des conditions habituelles de coopération et des manifestations habituelles de la lutte des classes ; ces modes de pensée n'étaient pas encore consolidés, généralisés, systématisés de façon à embrasser la vie dans son ensemble, à maîtriser complètement le psychisme de classe, à devenir une véritable conscience de classe, qui agirait avec une logique ferme et inébranlable dans toutes les combinaisons, même les plus inattendues, dans toutes les questions de la vie, même à l'échelle du monde. Il n'en a pas été ainsi, et lorsqu'une

catastrophe d'une nouveauté et d'une grandeur sans précédent a éclaté, la pensée nouvelle, germinale et fragmentée, s'est trouvée impuissante devant elle et paralysée comme un enfant devant un spectacle inouï et redoutable. Les couches profondes de la psyché des masses, où l'héritage culturel du passé a été préservé, sont entrées en scène – la mentalité paysanne bourgeoise, avec son nationalisme primitif. Il ne s'agissait pas d'un germe, mais d'un vestige préservé, voire fossilisé ; il répondait automatiquement aux exigences du moment, et ses réponses étaient en parfaite harmonie avec les suggestions du milieu bourgeois et nationaliste environnant. Dans ces modes de pensée, les "intérêts de la classe" apparaissaient sous un jour tout à fait différent qu'auparavant, et c'est au nom de ces intérêts, non par peur mais par conscience, que les prolétaires allemands, anglais et autres allaient mourir et tuer, allaient prêcher les "lois du droit et de la justice" nationales de leur idéologie. La position du prolétariat dans la résolution de la question organisationnelle de la guerre a été déterminée par le niveau de son développement *idéologique et culturel*.

Si c'était déjà le cas ici, alors pour résoudre la question de l'organisation mondiale, incomparablement plus complexe et difficile, l'aspect idéologique et culturel doit être d'autant plus important. Dans le "plan économique", le "plan idéologique" s'avère être une partie nécessaire. Et comment pourrait-il en être autrement, si le "plan économique", comme tout autre "plan" en général, est lui-même une *construction idéologique*, un produit de certaines *méthodes de pensée*, et si le chemin vers la réalisation du plan passe entièrement par le développement de la conscience de classe, c'est-à-dire d'une *idéologie de classe* formalisée.

Il est donc évident que les sciences qui étudient la culture spirituelle de l'humanité dans toutes ses manifestations doivent être impliquées dans la solution scientifique du problème. Il s'agit d'un certain nombre de disciplines historiques et dites "philosophiques"

En fin de compte, la solution requise devrait être *entièrement scientifique*, et pas seulement économique ou politique, comme le pensent naïvement les personnes qui se sont spécialisées dans ces deux branches de la connaissance plus étroitement qu'elles ne le devraient.

Telle est la difficulté de la tâche. Mais il ne faut pas baisser les bras devant la complexité. Il faut bien sûr lui opposer une communauté d'efforts, une division du travail, une tension exceptionnelle des forces correspondant à l'importance de la tâche. Mais alors se révèle une autre difficulté, presque plus importante.

Le fait est que la grande majorité des sciences se sont développées jusqu'à présent sans le moindre rapport avec la question du plan économique mondial ; seules deux ou trois des sciences sociales ont soulevé cette question, et parmi elles, seule l'économie l'a traitée sérieusement, bien que de façon loin d'être systématique. Cette situation est tout à fait compréhensible si l'on considère par qui le développement des sciences a été réalisé et à quels besoins il a répondu..

Jusqu'à récemment, les scientifiques étaient, dans leur grande majorité, des représentants des classes directement dirigeantes ou socialement proches d'elles – des éléments pour lesquels le socialisme non seulement n'est pas une tâche urgente de la vie, mais est même tout à fait indésirable. Et la science répondait aux besoins d'organisations de deux types principaux : l'économie privée et l'État. La première est construite sur l'individualisme, la seconde principalement sur un lien autoritaire ; les deux types sont donc opposés et hostiles au collectivisme de la camaraderie.

Ainsi, la science, telle qu'elle est, dans son ensemble, n'est *fondamentalement* pas préparée à la solution du problème, parce qu'elle est partie dans d'autres directions. Elle est "bourgeoise" – non pas dans le sens de la simple défense des intérêts de la bourgeoisie, que l'on ne trouve que dans certaines branches des sciences sociales, mais dans sa *compréhension du monde* et des *relations mondiales*, dans son *mode de pensée*, qui est son âme, son essence ; et cela est beaucoup plus important que la défense des intérêts bourgeois, parce que c'est beaucoup plus profond.

Doit-on considérer comme un hasard le fait que les hommes d'une énergie exceptionnelle qui sortent du prolétariat, qui parviennent à se frayer un chemin jusqu'aux sources de la science moderne et à en maîtriser réellement certaines des branches les plus exactes, les plus apparemment objectives, dans leur majorité, soit abandonnent purement et simplement le point de vue de leur ancienne classe, soit – ce qui est peut-être encore plus dommageable – se transforment en hommes de compromis social, en conciliateurs opportunistes ? Si nous réduisons ce fait à l'égoïsme et à l'intérêt personnel, quelle est notre conception du caractère de la classe dont ils sont issus ? Si nous le réduisons à l'effet du nouveau milieu sur eux, quelle pâte à modeler souple doit-on utiliser pour représenter ces natures, qui se distinguent précisément par la persévérance et l'énergie ? La "vérité objective de la science pure" devrait, semble-t-il, les soutenir sur la hauteur de l'idéal ; pourquoi ne le fait-elle pas ?

Des gens formés de bric et de broc parviennent à la fois à reconnaître la doctrine de la dépendance de l'idéologie à l'égard de la structure de classe de la société et à se moquer avec suffisance de l'idée que les mathématiques ou la physique sont bourgeoises. Il est vrai qu'ils ne connaissent généralement ni l'une ni l'autre. Mais s'ils les connaissaient, ils ne se rendraient probablement pas compte à quel point la forme actuelle de ces sciences – un monde d'abstractions nues – ne correspond pas à leur contenu social et de travail : ce sont les sciences qui gèrent pratiquement la production des machines. Les hommes formés de bric et de broc appartiennent toujours au passé dans les *fondements* de leur pensée ; tout en admettant la bourgeoisie de l'ancienne économie politique, ils croient à une vérité extra-classe en général, qui en réalité s'avère toujours être la vérité des classes dominantes ; quand une petite guerre survient, ils l'imputent aux intérêts bourgeois ; et quand une guerre mondiale éclate, ils la déclarent non pas bourgeoise, mais nationale et morale, une guerre pour la culture, les lois du droit et de la justice, etc.

Comme on le voit, il n'est pas si facile d'utiliser la science moderne pour la réalisation directe du socialisme dans la vie. Un grand travail préliminaire est nécessaire : sa transformation dans toutes les branches, semblable à celle que Marx a accomplie pour l'économie politique et en partie pour l'histoire : une transformation dans l'esprit et dans le sens du collectivisme du travail.. Tant que cela n'est pas réalisé, la science reste non seulement, d'une manière générale, un *outil* entre les mains des classes dominantes, mais aussi, le cas échéant, leur *arme* contre la classe qui s'oriente vers l'ordre socialiste. Et la forme spécialisée, inaccessible et boutiquière de la science moderne joue le rôle d'une puissante structure défensive, derrière laquelle se dissimule le pouvoir d'organisation de la bourgeoisie et de son intelligentsia bourgeoise : cette forme fait de la science un *privilège réel des classes "éduquées"*, qui disposent de beaucoup de loisirs aux dépens de la plus-value sociale.

Supposons – aussi improbable que cela puisse être – que les idéologues du prolétariat, tels qu'ils sont, aient réussi immédiatement, maintenant, à surmonter ces difficultés : ils ont trouvé en leur sein suffisamment de talent, d'énergie créatrice, de connaissances, de capacité critique pour transformer toutes les sciences particulières conformément à la nouvelle façon de penser

et à la nouvelle tâche. Toutes les sciences se mettent au service du collectivisme mondial et développent différents aspects de son plan, chacune dans son domaine. Tout est-il donc sûr et peut-on espérer une solution "immédiate" et fructueuse de la question ? Loin de là : une difficulté d'une autre nature et d'un autre ordre entre en scène.

Supposons que l'on veuille construire une grande maison, adaptée et confortable pour loger des milliers de personnes. Tous les matériaux sont disponibles ; les ouvriers sont nombreux : maçons, charpentiers, plombiers, poêliers, vitriers, etc. ; chacun connaît parfaitement sa branche sur le plan pratique et théorique ; chaque groupe spécial est *autonome* dans l'exécution de sa partie du plan de construction, tout comme les sciences particulières *sont autonomes* dans leur spécialisation actuelle. L'activité de construction dans son ensemble sera-t-elle vraiment *planifiée* ?

Il n'est guère nécessaire de prouver que ce n'est pas le cas. Les différents aspects du plan divergeront inévitablement les uns des autres, et ce d'autant plus que la tâche de construction sera vaste et complexe. Il en résultera une sorte de pandémonium babylonien, qui n'a rien à voir avec un plan économique scientifique.

Pour éviter cela, il est nécessaire de placer l'application d'une science *synthétique* – le génie civil – au-dessus des connaissances et des compétences particulières des maçons, des charpentiers, etc. Un maçon peut combiner des éléments d'un certain type, un charpentier d'un autre type, un mécanicien d'un troisième type pour la construction, mais la tâche consiste à combiner tous ces éléments *hétérogènes* en une connexion cohérente et intégrale. C'est ce que fait la science technique de haut niveau, sur la base de toutes les données de la spécialité, et ses conseils sont d'autant plus nécessaires que la somme des matériaux hétérogènes à relier est importante.

La tâche d'organisation mondiale, il faut le reconnaître, est un peu plus complexe que la construction d'une maison, même si elle est très grande. Les éléments qu'elle doit organiser en une œuvre scientifique et systématique sont également plus nombreux et plus hétérogènes que les matériaux de construction : l'ensemble des moyens de production, les forces de travail de l'humanité, ses concepts et ses idées. Que se passerait-il si différentes sciences spécialisées – sciences techniques, sociales, de la culture spirituelle – élaboraient la solution de ce problème de manière autonome ? Évidemment, le pandémonium au carré et au cube, rien d'autre. Et la question ne se réduira-t-elle pas à un gâchis inutile de matière – à l'échelle mondiale, pire que celui dont le destin nous a fait témoins au fil des ans ?

Pour résoudre le problème, nous avons donc besoin d'une *science de la construction mondiale*, qui serait pour toutes les sciences spéciales ce que l'ingénieur en architecture est pour les maçons, les charpentiers et autres exécutants spéciaux. Cette science doit être une doctrine de combinaisons systématiques de tous les éléments possibles de la pratique et de la connaissance du monde : une *science organisationnelle universelle*. Elle est aussi nécessaire à la construction intégrale et systématique de la technologie, de l'économie et de l'idéologie du système unifié de production collectivement organisée sur Terre que les sciences techniques et naturelles le sont à la construction de la technologie scientifique des entreprises privées organisées du système anarchique actuel.

Chaque science représente l'expérience collectée, formalisée et généralisée, autrement dit : l'expérience socialement organisée de l'humanité dans un certain domaine de phénomènes. Par conséquent, notre conclusion peut être exprimée comme suit : pour résoudre le problème de

l'organisation mondiale, il est nécessaire de collecter, de formaliser et de généraliser l'expérience organisationnelle de l'humanité. Étrangement [paradoxalement], on ne peut ignorer que la démonstration d'une telle vérité apparemment évidente est extrêmement peu familière à la grande majorité de notre public. Celui qui est capable de *comprendre* cette vérité l'a *déjà* démontrée. Mais les modes de pensée dominants contiennent les plus grands obstacles à sa réalisation.

Dans l'esprit du commun des mortels, la question de l'organisation n'est pas du tout une question de science, mais seulement une question d'"art", et dans les cas plus complexes, une question de "talent" ou de "génie". Les organisations dans lesquelles vit le philistin – la famille, le ménage, l'État – ont un caractère *traditionnel*, une structure développée au cours des siècles. Elles ont été formées dans le cadre d'un processus historique spontané, façonnées par une sélection spontanée ; la planification scientifique n'a pas participé à leur création. L'expérience de l'humanité en matière d'organisation est également présente, mais sous une forme *préscientifique et non critique*, sous la forme d'une *coutume*, c'est-à-dire d'un ensemble d'actions et de pensées transmises de génération en génération. Si un philistin veut ou plutôt doit fonder une famille, le travail autonome de sa conscience se réduit au choix d'une personne convenable de l'autre sexe ; sinon, presque toutes ses actions sont prédéterminées par la tradition, apprise de façon semi-consciente ou inconsciente du milieu social : les façons d'approcher l'objet choisi, les formes et les limites de la cour préliminaire, les formalités des étapes ultérieures, etc. sont prédéterminées. Les méthodes et les cadres de sa gestion ultérieure de l'économie, ses relations avec le cercle le plus proche de voisins et de connaissances, avec l'État, avec l'Église... Il n'y a pas de place pour la créativité organisationnelle, ou plutôt, son rôle s'exprime par une valeur infinitésimale : tout se décide "tout seul". C'est là que se forme son point de vue sur les questions organisationnelles de la vie : pour lui, elles n'existent tout simplement pas en tant que questions nécessitant une recherche, une généralisation et un développement scientifique.

Il y a, bien sûr, des cas où les méthodes et les formes traditionnelles ne suffisent pas à résoudre automatiquement la tâche imposée par la vie, et où l'homme moyen se trouve confronté à des difficultés d'organisation ; par exemple, le mécanisme de sa famille, son ménage s'effondre, des contradictions et des conflits surgissent dans son monde de relations sociales ; ou bien la pression des conditions extérieures l'oblige à organiser des combinaisons non prévues dans le passé : changer les méthodes et les moyens de gestion, s'unir pour défendre les intérêts d'un groupe qui est exposé à de nouveaux dangers, etc. C'est là qu'intervient la créativité organisationnelle forcée ; bien entendu, de tels cas individuels ne changent pas la façon de penser, et la nature de la créativité est déterminée par le point de vue antérieur. Le point de vue précédent est déterminant : il s'accroche à la tradition aussi longtemps et aussi loin que possible : il utilise les anciennes méthodes et ne les modifie que dans la mesure nécessaire, souvent au détriment de l'opportunité ; il recherche dans le passé des exemples et des modèles, souvent en les adaptant artificiellement, sur la base de similitudes superficielles ; et ce n'est que lorsque ces voies sont en faillite qu'il s'engage à tâtons dans de nouvelles voies, en regardant constamment en arrière et en s'égarant à nouveau dans les anciennes voies.

À cet égard, les révolutions des derniers siècles présentent des images très caractéristiques. Aux XV^e et XVII^e siècles, les réformateurs, qui devaient élaborer les formes d'organisation de la société commerciale-capitaliste, ont cherché un soutien dans la tradition biblique, ont tenté de faire revivre le christianisme originel ou la vie patriarcale de l'Ancien Testament. En fin de compte, bien sûr, la solution aux problèmes ne s'est avérée ni chrétienne primitive, ni israélite

à l'ancienne : le nouveau contenu introduit dans les anciens schémas d'organisation les a spontanément, pas à pas, modifiés dès le début ; la réalisation du résultat, grâce à eux, n'a été en fait que compliquée et ralentie. Les accessoires les plus étranges du passé, comme la polygamie d'un prophète réformateur ou la destruction de belles "idoles" dans les églises catholiques, lui étaient nécessaires, au moins temporairement, pour se sentir dans l'atmosphère du passé, du passé chéri, afin que "l'ancien puisse être entendu" dans la "nouveau" de ce qui était en train d'être créé.

La Grande Révolution française, élaborant des formes pour le stade supérieur, manufacturier et industriel du capitalisme, a commencé par ressusciter de vieilles institutions oubliées – l'Assemblée des Notables, puis les Etats Généraux. Puis, arrivant dans le processus de lutte à la destruction de la monarchie, elle s'est mise à copier la Rome républicaine, dont la structure sociale n'avait pas grand-chose à voir avec la nouvelle France. On copia les noms, les costumes, les titres, les slogans, les vertus, les vices, l'attitude philosophique des stoïciens et des épicuriens face à la vie, etc. Le fait que tout cela n'ait pas tenu dans la solution finale montre à quel point la substance de la tâche d'organisation historique n'exigeait pas grand-chose ; mais c'était la même nécessité en vertu de laquelle la grande révolution anglaise avait besoin de ses psaumes et de toute la sainteté des combattants pour les divers intérêts bourgeois. Et les révolutions ultérieures, surtout celles de 48, copiant la grande révolution française, s'étaient déjà débarrassées entièrement ou presque entièrement de sa coquille antique, en lui empruntant d'autres aspects.

Les nouvelles classes, en créant des organisations pour lutter pour leurs nouveaux intérêts, imitent les formes des anciennes organisations, essentiellement étrangères, et ne se détachent de ces formes que progressivement. Ainsi, la franc-maçonnerie du XVIII^e siècle, l'organisation culturelle de la bourgeoisie montante, s'est habillée de la coquille d'une fraternité de métier ; les syndicats ouvriers, à leurs débuts, ont copié ces mêmes fraternités de métier ou, surtout en Amérique, se sont inspirés de la franc-maçonnerie. Les partis politiques du New Age ont non seulement vu le jour sous la forme de sectes, mais conservent encore aujourd'hui, même à l'extrême gauche, de nombreux vestiges du type religieux-sectaire dans leur pratique ; telle est, par exemple, la méthode consistant à prouver la vérité par des textes tirés des écrits de maîtres faisant autorité.

Tous les phénomènes de ce type, dont on pourrait donner un nombre illimité d'exemples, découlent de la caractéristique fondamentale de la pensée organisationnelle philistine : le besoin de suivre les anciennes méthodes dans la nouvelle, le besoin de sentir qu'ils ne sont pas des créateurs de vie, mais des exécutants loyaux de préceptes immuables. Pour cette mentalité, la créativité en général est un crime qui ne peut être justifié que s'il est interprété comme un retour à quelque chose d'ancien, quelque chose qui existe depuis longtemps, comme l'application de méthodes anciennes ; la créativité des méthodes elles-mêmes est un crime sans justification, ou plutôt, c'est simplement de la folie, quelque chose d'impensable, d'impossible.

Cette façon de penser règne encore presque sans partage dans l'organisation des *personnes* et prédomine dans l'*organisation des idées* ; c'est de ces domaines que sont tirés tous les exemples précédents. Ce n'est plus le cas dans l'organisation des *choses*, c'est-à-dire la "technologie". Là, la gravitation vers le passé s'est déjà affaiblie, il n'est pas nécessaire de réduire tout ce qui est nouveau à la tradition ; là, le travail créatif n'a pas peur de lui-même, ne cherche pas de guide dans des "préceptes", mais utilise systématiquement l'expérience

formalisée du passé comme instrument et fait consciemment de l'*opportunité* son seul critère. En bref, la pensée organisationnelle y a pris un caractère généralement *scientifique*.

Cependant, à l'époque précapitaliste, la pensée, même dans le domaine de la technique, était tout à fait subordonnée à la tradition et s'en tenait aux préceptes consacrés ; et lorsque la vie la contraignait à des transformations, elle s'efforçait de conserver les formes et les méthodes du passé, le plus souvent au détriment de l'opportunisme. Mais la concurrence économique – moteur spontané du capitalisme – a fait du progrès technique un moyen nécessaire de la lutte des entreprises pour l'existence, une condition nécessaire de leur maintien et de leur victoire dans cette lutte ; au cours des siècles, la pensée humaine s'est adaptée à cette nécessité et est devenue, par rapport à la technique, scientifique, c'est-à-dire critique et consciemment progressiste. Cela ne l'a pas empêché de rester généralement préscientifique, c'est-à-dire non critique et traditionnelle, dans tous les autres domaines.

Tel est le mode d'organisation des vieilles classes socialement conservatrices, et il est naturel qu'il ne puisse en être autrement. Mais la classe ouvrière, dans laquelle s'incarne la ligne principale du progrès social, la classe qui est porteuse du type le plus élevé de coopération, est dans une position différente : elle est *obligée de* chercher pour sa vie, pour le rassemblement de ses forces, de nouvelles méthodes d'organisation, parce que seules celles-ci peuvent lui donner la victoire historique ; dans les limites des anciennes méthodes, elle est condamnée à être le matériel vivant de l'industrie et la chair à canon du militarisme, ce qui lui a été sévèrement rappelé par les défaites plus fréquentes subies face aux puissants syndicats économiques, et encore plus sévèrement rappelé par la guerre mondiale. Et sans doute *cherche-t-elle de* nouvelles méthodes, mais encore spontanément, à tâtons ; sans doute les *trouve-t-elle*, mais encore partiellement. En témoignent l'originalité et la souplesse de ses organisations, leur formidable développement en dépit de tous les obstacles opposés par l'ancien système, enfin la scientificité indépendante de son idéologie, qui s'est déjà emparée des domaines des deux sciences sociales les plus importantes, et la naissance en son sein d'un nouvel art de classe. Mais tout cela n'est qu'un embryon, pas une vie mûre, des parties, pas un tout. Dans *l'ensemble*, cependant, le vieux type de pensée organisationnelle hérité et adopté du passé prévaut toujours. Et il est maintenu avec une force particulière par les *idéologues* de la classe, qui sont encore plus les élèves de la vieille culture que les larges masses dont ils servent la cause.

De cela dépend la formulation erronée de la tâche d'organisation mondiale, l'utopie de la transition vers le socialisme de demain, telle qu'elle est décrite par l'aile radicale de nos démocrates socialistes.

Sa logique est la suivante. L'organisation systématique de l'économie mondiale est une "affaire du monde", du même ordre que l'organisation d'une famille personnelle, d'une entreprise, d'un parti politique – mais, bien sûr, à une échelle beaucoup plus grande. Avons-nous besoin de "systématicité" ? Eh bien, élaborons un "plan" et exécutons-le ; n'est-ce pas "systématique" ? La scientificité de la solution est requise ? Et c'est prêt : nous avons une science, l'économie politique ; et le plan "économique" en fait partie. La tâche est-elle compliquée, difficile ? Pas de problème : nous trouverons des gens d'expérience, compétents dans le travail parlementaire, professionnel, coopératif ; nous trouverons des talents d'organisation, et enfin des génies d'organisation : parce que la tâche a été proposée par l'histoire, il doit y avoir des gens appropriés, car il est écrit que l'histoire ne fixe pas d'autres tâches que celles pour la solution desquelles les conditions sont mûres. Tout le monde de la vieille culture, le monde qui vient de montrer sa puissance sur le corps et l'esprit du

prolétariat, s'opposera-t-il à la solution ? Nulle crainte : il suffit de rassembler autour du plan un poing politique de plusieurs millions de personnes, – et pour cela la conscience des intérêts de classe est suffisante. Certes, ce n'est pas la conscience que les prolétaires ont montrée dans la guerre actuelle ; mais ils verront leur erreur, et la conscience de classe deviendra correcte.

C'est ainsi que la pensée organisationnelle philistine pose et résout fondamentalement le problème organisationnel mondial.

Qu'en serait-il en réalité ? Au mieux, ce serait un rêve qui ne rencontrerait pas l'adhésion des masses. Au pire, bien que très improbable, ce serait le programme d'une aventure, la plus sombre de l'histoire du prolétariat, la plus funeste dans ses conséquences. Son issue aurait été prédéterminée dès le départ par l'inégalité des forces matérielles et culturelles des deux camps, par la profonde impréparation de l'un d'eux à la tâche à accomplir. La fin naturelle de l'aventure aurait été le long règne du talon de fer.

*
* *

L'organisation systématique de l'humanité présuppose la généralisation et la diffusion de l'expérience organisationnelle, sa cristallisation sous une forme scientifique. Si ce n'est pas le cas, cela signifie que les conditions historiques pour résoudre le problème ne sont pas encore mûres. Elle est impossible, comme le serait un système de production mécanique sans que les sciences naturelles et techniques ne généralisent et ne diffusent l'expérience technique.

Il n'est pas difficile d'indiquer à l'avance les principales objections que cette formulation de la question rencontrera.

On nous dira : "Tout ce que vous dites n'est qu'une complication abstraite, théorique et doctrinaire d'un cas qui est sans aucun doute très difficile, mais qui, au fond, est incomparablement plus simple que ce que vous essayez de présenter. Les "tournures intellectuelles" que vous utilisez à cette fin ne nécessitent même pas un examen critique particulier – elles sont réfutées par la vie elle-même. La vie elle-même a maintenant montré de manière vivante et pratique qu'en matière d'organisation systématique de l'économie publique, "les dieux ne brûlent pas les pots". En Allemagne, pendant les années de guerre, cette organisation systématique a déjà été réalisée par l'État, bien entendu non pas dans l'intérêt des masses, mais dans l'intérêt des classes dirigeantes. Là, sans aucune nouvelle science de l'organisation, ils ont pu développer et exécuter un plan économique qui a éliminé l'anarchie de la production. L'expérience des fonctionnaires, ingénieurs, professeurs, politiciens et autres organisateurs précédents, bourgeois et, malheureusement, aussi prolétariens, qui leur a apporté une aide importante, était suffisante pour cela. Pourquoi l'autre partie ne pourrait-elle pas élaborer et exécuter *son* plan économique, mais dans l'intérêt des masses dont la force, en fait, conditionne tout ? Quant à la participation vraiment nécessaire d'ingénieurs, d'administrateurs économiques, de scientifiques, etc., elle sera garantie à l'autre partie si elle a la force derrière elle ; ils ne se soucient pas de qui ils servent, tant que les conditions sont assez favorables pour eux. Et nous ne les laisserons pas faire. Ce n'est pas de l'utopie, mais le calcul le plus sobre basé sur le simple bon sens, qui ne sera pas effrayé par ce que vous appelez la pensée organisationnelle philistine. Aucune considération ne peut réfuter les faits, qui parlent pour nous. Et personne d'autre que les ennemis du prolétariat ne peut tirer profit des tentatives visant à saper sa foi dans la quasi-faisabilité de ses idéaux."

Telle est la première objection. Elle a une certaine force apparente, que je me suis efforcé de ne pas affaiblir par mon exposé. Mais elle n'en est pas moins réduite à une grande erreur, et cette erreur réside dans sa racine même, dans le "fait" dont elle fait son centre de gravité.

Ce "fait" – l'organisation systématique de la production par l'État bourgeois-junkers – a frappé l'imagination de beaucoup et a semé une grande confusion dans les esprits, sapant les évaluations antérieures des difficultés de la tâche et suscitant des rêves excessivement ardents. Mais de même que le cheval de Roland de l'Arioste¹ n'avait qu'un seul défaut, celui d'être mort, de même il y a un défaut tout aussi important dans ce fait : celui de *ne pas exister*. La tâche d'organisation que le gouvernement allemand, avec l'aide de toutes les forces sociales, a abordée et résolue *n'était pas du tout* celle qui est exprimée par les mots "l'organisation systématique de la production dans son ensemble".

Sans doute, pour beaucoup, cette notion se réduit-elle en réalité au seul fait qu'une volonté organisée, personnelle ou collective, intervient systématiquement dans la production, en définit le cadre et en contrôle le cours. Mais une telle vision est naïve et éminemment erronée. Il ne s'agit pas d'une simple forme, de la mise en œuvre d'une organisation apparente, mais de la réalisation concrète d'un objectif concret. Supposons qu'un nouvel Arakcheev² apparaisse, sur une plus grande échelle, qu'il réussisse à s'emparer d'un pouvoir suffisant et, après avoir placé des fonctionnaires dans toutes les entreprises, à soumettre l'ensemble de la vie économique à la direction d'un nombre approprié de départements, et que le résultat, comme il est naturel de s'y attendre, soit un gaspillage rapide des forces productives, puis l'effondrement de l'ensemble du système. Peut-on donc dire qu'une organisation systématique de la production a été établie, mais qu'elle a été à nouveau bouleversée ? Il est évident que non, car si l'hypothétique Araktcheev et ses services avaient un plan selon lequel ils agissaient, tout ne s'est pas passé selon ce plan qui, bien entendu, ne comprenait ni le déclin général de la production, ni la révolution avec toutes les conséquences désagréables qu'elle a eues pour eux.

Que faut-il donc entendre par "organisation systématique de la production dans son ensemble" ? Quelles conditions doit-elle remplir ?

La tâche d'organisation mondiale n'est pas inventée par les hommes, mais elle est posée par toute la réalité vivante. Les contradictions pratiques du capitalisme : le gaspillage des forces sociales, matérielles et culturelles, dans ses luttes, de marché et de classe, la domination de la spontanéité sociale sur les efforts conscients des peuples, gravement manifestée dans ses crises, pacifiques et militaires – voilà le point de départ de la tâche, les motifs réels de sa formulation. Ce sont tous des moments différents de l'*instabilité organisationnelle générale de l'ordre moderne* ; et comme ils sont enracinés dans son anarchie, la solution doit lui être fondamentalement opposée, ce qui est exprimé dans les mots "organisation systématique". Mais cela implique évidemment l'élimination de toutes les conditions essentielles d'instabilité organisationnelle qui se trouvent et se définissent dans le système à transformer. Et si l'une ou l'autre de ces conditions subsiste, il est impossible de parler d'"organisation planifiée" : leur accumulation perturbera inévitablement les calculs des organisateurs, ne permettant pas une prévision fiable ; et les choses *ne* se dérouleront *pas* "selon le plan".

¹ [Arioste Ludovic (1474-1533) est un poète italien de la Renaissance, créateur du poème *Roland furieux* (1516). *Note des éditeurs soviétiques de 1990*]

² [Selon Wikipedia, il est Ministre de la guerre en Russie de 1808 à 1810, réformateur de l'armée et fidèle du tsar Alexandre I^{er}. Il est connu pour sa cruauté et ses décisions despotiques : par exemple, tuer tous les chats de son domaine pour protéger les rossignols... *Note MIA*]

L'Allemagne, et dans une moindre mesure les autres pays belligérants, ont-ils fait preuve de la même "planification" pendant la guerre ?

Tout d'abord, le caractère "planifié" de la loi martiale est évidemment celui dans lequel il y a le moins de garantie que les choses se passent comme prévu : les coups extérieurs qui s'abattent sur le pays sont systématiquement orientés vers la violation et la destruction du "plan". Et d'une manière générale, il est désormais clair qu'à l'échelle d'un Etat-nation, avec l'échange, la concurrence, la possibilité de rupture et de guerre entre les pays, une véritable planification est impossible. L'Allemagne, par exemple, n'a pas de coton en propre, pas assez de cuivre, de manganèse, de platine et d'autres éléments de production nécessaires ; en cela, elle dépend d'autres pays, ses ennemis potentiels, qui peuvent donc, au bon moment et dans les bonnes conditions, briser ou détruire l'uniformité de sa production.

En revanche, l'Allemagne a pleinement conservé la division de la société en classes – et non seulement l'a conservée, mais l'a même approfondie. De nouvelles restrictions ont été créées pour la classe ouvrière, dont certaines ne concernent pas formellement les classes supérieures, dont certaines ne les affectent pas réellement. Si, grâce à la guerre, la lutte des classes s'est temporairement arrêtée, on ne peut guère douter de l'inévitabilité de son aggravation après la guerre. Mais la lutte des classes, même aggravée, exclut en principe la *stabilité organisationnelle* du mécanisme social. Elle exclut donc aussi une véritable planification.

Ainsi, ce qui se fait en Allemagne n'est pas du tout une solution à la question de l'organisation systématique de la production dans son ensemble. – La "systématicité" et l'"organisation" sont toutes deux présentes, mais elles renvoient à une *tâche différente*. De quoi s'agit-il exactement ? La réponse est facile à donner si l'on s'en tient strictement aux faits.

La guerre moderne élimine automatiquement la plupart des contradictions habituelles de l'économie capitaliste – en les remplaçant, bien sûr, par une nouvelle qui les dépasse toutes. La guerre crée un marché supplémentaire colossal pour les marchandises et la même demande de force de travail, ce qui suspend toutes les conditions négatives produites par les limitations du marché dans ses deux domaines, par ses expansions et contractions anarchiques et spontanées. Le capital, dans le pire des cas – au prix d'un déplacement dans les branches nécessaires à la guerre – cesse de souffrir de la concurrence des autres capitaux, de l'insuffisance de la demande et de la baisse des prix ; le travailleur, de la concurrence des autres travailleurs et du chômage. Ce sont précisément les points sur lesquels repose principalement la nécessité du passage à une organisation générale et planifiée de la production qui sont provisoirement éliminés ; et plus profonde est l'erreur de ceux qui pensent que cette tâche même a été fixée et pratiquement résolue.

L'Allemagne traverse une guerre mondiale – saignée et ruinée comme tous les autres pays impliqués dans la guerre. C'est dans ce processus de gaspillage des forces et des richesses du peuple que l'État allemand, en alliance ou en compromis avec les différentes organisations de classe, tente d'apporter de l'"ordre" et de la "régularité". Il régule, dans la mesure du possible, la *destruction* en cours de l'*organisme social*, au lieu de développer l'appareil social de la *créativité consciente du travail*.

Deux processus parallèles générés par la guerre doivent être régulés : d'une part, le gaspillage direct des forces et des moyens de lutte ; d'autre part, le vol par le grand capital, industriel et agricole, de toutes les autres classes de la société, bourgeoises moyennes, semi-bourgeoises et non-bourgeoises. Si la dissipation des forces et des moyens n'était pas répartie assez

uniformément sur les différentes branches de l'économie sociale, certaines d'entre elles s'effondreraient prématurément, ce qui rendrait impossible le bon déroulement de la guerre. Si la hausse des prix et des profits de guerre n'était pas limitée, les grands capitalistes et les agrariens, dans leur patriotisme bourgeois, ruineraient une grande partie de leurs concitoyens, ce qui épuiserait à nouveau l'État, comme on l'a largement observé en Russie. L'État, en tant qu'organisation *générale* des classes capitalistes, était obligé, dans leur intérêt *commun*, de freiner les appétits des groupes les plus favorisés, ce qu'il fit, dans la mesure du possible, avec l'aide des organisations municipales, politiques, professionnelles et de toute autre organisation disponible.

L'État *rationne* la consommation de masse, la taille de la production et le prix des produits. Mais la distance qui sépare le rationnement de l'organisation systématique au sens propre du terme est énorme. Le rationnement n'est qu'une facette du processus d'organisation, et une facette *restrictive*. Tout le *positif*, toute l'initiative et le contenu créatif du processus d'organisation se trouvent en dehors de ce concept. La normalisation elle-même ne crée pas de nouvelles choses, mais ne fait que prendre ce qui existe déjà ou ce qui se fait, le limiter de diverses manières, l'encadrer afin d'éliminer toute perturbation ou tout désordre ; et l'organisation systématique, en outre, fixe ses propres tâches et, en fonction de celles-ci, crée de nouvelles choses et en reconstruit d'anciennes. Par exemple, le rationnement de la consommation la réduit en ne donnant à chacun qu'une livre de pain par jour et deux livres de sucre par mois, ce qui est inégal, vu la différence des besoins, et ne satisfait pas beaucoup de gens ; et si la production de pain et de sucre diminue encore, on procède à une nouvelle réduction des portions ; si c'est impossible ou dangereux, on réduit la production des branches moins importantes, afin de soutenir les plus importantes avec du travail à leurs dépens. Et l'organisation systématique de la consommation doit aussi déterminer les différences de besoins, et dans quelle mesure ces différences correspondent aux buts de la société et sont utiles à son développement ; puis, en fonction de cela, si nécessaire, élargir certaines branches de production, et remodeler et réadapter leurs relations mutuelles.

L'appareil nerveux central de l'homme est une adaptation à "l'organisation systématique" de ses fonctions vitales, si l'on emploie le mot "systématique" dans le sens de l'opportunité biologique objective. Dans ce cas, le rôle de normalisation sera joué par les fonctions inhibitrices des centres nerveux spéciaux et généraux : c'est exactement la même relation d'organisation.

Le rationnement n'est donc qu'une partie de ce qui est exprimé par les mots "organisation systématique", et la partie la plus facile de la tâche, la plus accessible aux anciennes méthodes d'organisation présocratiques.

Mais dans ce cas, il y avait une autre condition favorable: ce n'était pas la production qui progressait mais la production qui diminuait, ce n'était pas l'accumulation mais le gaspillage des forces productives qui devaient être rationnées. Ce qui croît est objectivement compliqué ; ce qui diminue est objectivement *simplifié*. Il est évident que les tâches organisationnelles liées à de tels processus sont également objectivement simplifiées.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que l'ancienne société ait pu résoudre la tâche de manière approximative avec les anciennes méthodes de pensée organisationnelle et avec l'aide de quelques sciences spéciales. Mais cette tâche, comme nous le voyons, consistait à *rationner systématiquement, pendant plusieurs années de guerre et à l'échelle nationale et étatique, le processus de gaspillage des forces productives de la société*. Faut-il en déduire

que, sur la base des mêmes moyens et méthodes, il est possible de résoudre la tâche *d'organiser systématiquement, pour un avenir indéfini et à l'échelle mondiale, le processus de production dans le développement progressif de ses forces ?*

Il est clair que les deux tâches sont différentes non seulement du point de vue quantitatif, mais aussi du point de vue qualitatif, et toute argumentation fondée sur un mélange des deux doit être rejetée.

Il y a une autre erreur secondaire, mais non négligeable, dans les calculs optimistes : l'espoir que l'intelligentsia technique soit prête à exécuter n'importe quel plan économique pour un bon salaire. Lorsque cette intelligentsia "organise systématiquement" pour le capital et la bureaucratie, il n'est pas surprenant qu'elle fasse son travail avec crainte et consciencieusement, et, bien sûr, pour la rémunération : elle n'est pas la classe dominante mais la classe subordonnée, et en organisant "systématiquement", elle n'affaiblit pas mais renforce sa position dans la société. Si elle devrait "organiser la production" pour le prolétariat, même si elle devait le faire pour un salaire encore plus élevé, elle travaillerait alors elle-même, de ses propres mains, pour détruire les fondements de son privilège temporaire ; car il est évident qu'en mettant en place la machine de production et en préparant ainsi le prolétariat à la conduite indépendante de toute l'entreprise, elle serait privée des avantages de sa position, perdrait sa "plus-value" et se dissoudrait dans la masse ouvrière. Les exemples d'une telle abnégation n'ont pas encore été trouvés dans l'histoire.

Il reste un dernier argument pour les optimistes de demain, un argument de type factuel. Il s'agit de l'argument suivant :

L'organisation de la société est en fin de compte déterminée par le niveau de développement des forces productives. A un certain niveau, le collectivisme devient possible et constitue la meilleure issue aux contradictions sociales accumulées et aggravées. Bien sûr, il doit s'agir d'un niveau très élevé ; mais n'est-ce pas le cas aujourd'hui ? Le capitalisme, dans son mouvement rapide, n'a-t-il pas atteint un développement formidable des forces productives qui ne peut plus être contenu dans son cadre et qui, se manifestant par des crises d'une violence inouïe, comme la guerre mondiale actuelle, cherche une issue dans un nouveau système économique ? Qu'y a-t-il d'autre à attendre ?

Ils confirment la croissance gigantesque des industries qui produisent les moyens de production : selon la théorie, c'est dans la "production pour la production" que s'exprime la "tendance du capitalisme au développement absolu des forces productives". Des chiffres accablants sont cités : la production mondiale moyenne de fonte brute atteint 500 mille poods par heure ; le charbon, dans quatre pays européens seulement, également par heure : 4 millions de poods... Dans de tels chiffres, ils voient des "indicateurs clairs du stade de généralisation du processus de travail qui a été atteint".¹

Il convient tout d'abord de noter qu'il n'existe malheureusement pas de critères précis et généralement scientifiques qui permettraient de tirer des conclusions sur le "stade atteint" sur la base de ces chiffres, de sorte qu'il ne s'agit encore que d'une impression subjective. Le caractère grandiose des chiffres, et donc en partie la force de l'impression, dépend notamment du choix des unités de mesure. Si au lieu de "500 mille poods de fonte par heure" on dit "20

¹ Voir la tentative de commentaire de la résolution des maximalistes zimmerwaldiens dans l'article "*Le contenu social de l'impérialisme*", "Letopis", 1916, 9, pp. 166-167- *Note de l'auteur*- [L'article "*Le contenu social de l'impérialisme*" (Letopis, 1916, no. 9) a été écrit par L.B. Kamenev. *Note des éditeurs soviétiques de 1990*].

millions de livres par heure", le chiffre paraîtra encore plus grandiose ; au contraire, "8 mille tonnes par heure" produira un effet beaucoup plus faible ; "120 mètres cubes de fonte", encore plus faible, etc.

La question peut être éclairée de la manière suivante : dans quelle mesure la production des moyens de production, qui, plus que toutes les autres branches, devrait exprimer le "stade atteint", s'est-elle développée dans le système général du travail humain ? En d'autres termes, quelle proportion de la force de travail de l'humanité cette production occupe-t-elle ? Ainsi, si nous prenons la production mondiale des deux mêmes matériaux de base de toute industrie – la fonte et le charbon – et que, sur la base de leur prix, du salaire de la force de travail et du taux approximatif de son exploitation, nous calculons quelle proportion de toute la force de travail à la disposition de l'humanité est cristallisée dans l'énorme masse annuelle de ces produits, il s'avère que cette proportion est d'environ 2-2½ pour cent et en aucun cas supérieure à 3 pour cent. Un résultat qui semble n'avoir rien d'accablant...¹

*
* *

Comme on le voit, les fondements de l'optimisme de "demain", au milieu du pessimisme noir de la réalité d'aujourd'hui, sont plus qu'ébranlés. Ils se réduisent à un manque de pensée organisationnelle scientifique, à une fausse compréhension des formes économiques étatiques produites par la guerre et à la subjectivité dans l'évaluation du niveau atteint par les forces productives.

Faut-il en conclure que tout reste pareil ? Le minimalisme pratique qui a prévalu jusqu'à présent partout dans la social-démocratie doit-il être maintenu indéfiniment ?

Bien sûr que non.

Le processus de désorganisation en cours à l'échelle mondiale pose indubitablement et évidemment un défi organisationnel à l'humanité à l'échelle mondiale.

¹ Le cadre de l'article ne me permet pas de donner la plupart des calculs. Mais toute personne familiarisée avec les méthodes économiques et statistiques et avec les données bien connues des statistiques mondiales sur l'importance de la production et des prix peut facilement les vérifier. [Note de l'auteur]

III. Le programme de la culture

Le programme de la social-démocratie se décompose en deux parties : le *maximum* et le *minimum*¹. La première s'adresse à l'ordre futur, la seconde à l'ordre présent ; la première esquisse le schéma des tâches du prolétariat à l'époque où il deviendra le véritable maître de la société ; la seconde exprime la somme des exigences qu'il adresse aux maîtres de la société actuelle et qu'il réalise dans la lutte et le compromis avec eux. Quel est le lien entre ces deux parties du programme ?

Le programme minimum est-il une préparation directe à la réalisation du programme maximum ? Il est évident que non : si le prolétariat crée pour lui-même des conditions de vie tolérables *dans* l'ordre ancien, s'il s'y *adapte* et *l'adapte* à lui-même, comment cela peut-il préparer directement le prolétariat à l'œuvre de *destruction* de l'ordre ancien et à son *remplacement créatif* par un autre, fondamentalement nouveau ?

Dans l'exposé du programme minimum, on indique toujours, comme base, les lignes objectives de développement du capitalisme, les tendances qui, se déployant dans leur mouvement contradictoire, doivent conduire la société à la mise en place de la tâche de liquidation du capitalisme et de transition vers l'ordre socialiste : la concentration du capital, la croissance numérique du prolétariat et l'approfondissement du fossé qui le sépare des classes dirigeantes, les crises, etc. Mais tout cela ne répond pas à la question de la préparation réelle du prolétariat au rôle de bâtisseur conscient de la nouvelle société, de son "organisateur systématique".

Jusqu'à présent, la réponse a toujours été donnée d'une manière différente, et tant les anciens minimalistes que les nouveaux maximalistes de la social-démocratie sont tout à fait d'accord sur ce point : l'éducation de la classe ouvrière pour le rôle de maître du monde consiste, d'une part, dans le développement de la conscience de classe de sa position et de ses intérêts, et, d'autre part, dans son auto-organisation professionnelle, coopérative et surtout dans l'organisation de son parti. Mais en est-il ainsi dans la pratique ?

La conscience de classe de sa position et de ses intérêts *au sein de la société capitaliste*, aussi claire, complète et scientifique soit-elle, ne peut préparer au rôle d'organisateur d'une société *fondamentalement différente* dans sa structure et sa direction de vie. Il faut pour cela autre chose : *la connaissance de méthodes d'organisation nouvelles et spécifiques* dans tous les domaines de la vie et dans toutes les relations entre ces domaines. Mais rien de tel n'est supposé dans les anciennes conceptions de la conscience de classe.

Le grand test – la guerre mondiale – a brillamment montré le pouvoir et la signification limités de la conscience de classe au sens ancien du terme. Quel prolétariat la possédait le plus ? Sans aucun doute le prolétariat allemand. Quelle était donc cette conscience ?

¹ [Dans l'édition de 1918, p. 50, *maximum* et *minimum* sont en caractères latins. Dans l'édition de 1990, ils sont en cyrillique et, par erreur, inversés : *minimum* et *maximum*. Note MIA]

Il s'agit d'une conscience de classe *minimaliste*. Elle adapte le prolétariat aux conditions de son existence dans le *système capitaliste*. Il est vrai que la reconnaissance de la mission historique – réaliser l'idéal – est constamment incluse dans la conscience de classe. Mais de la reconnaissance de *la mission* à la *capacité de la remplir*... le fossé n'est pas comblé.

Mais peut-être est-elle remplie par l'auto-organisation, professionnelle, partisane, coopérative ? Accoutume-t-elle en effet la classe au rôle de maître indépendant ? Oui, indépendant, mais encore une fois – hélas ! – dans les *conditions du capitalisme*. C'est-à-dire dans le cadre de ses lois économiques et culturelles : son fétichisme de l'argent, sa forme de propriété, toutes ses normes juridiques et autres. Et la tâche consiste précisément à surmonter ces conditions. Et si toute l'organisation s'y adapte, et ne peut que s'y adapter, comment donnera-t-elle des méthodes pour s'en passer ? Par exemple, dans le travail coopératif, la plus grande partie des difficultés, et donc le contenu principal des efforts, réside dans l'adaptation de l'entreprise aux conditions du marché et de la concurrence, dans le travail politique – aux formes juridiques de l'État – surtout à la constitution donnée, etc. etc. Où se trouve le matériel d'expérience permettant de les *surmonter en principe* ?

Les formes particulières d'opportunisme qui se développent de façon épidémique parmi les professionnels des trois types d'organisations montrent à quel point tout cela ne prépare pas à l'objectif final : syndicalisme d'atelier, coopératisme de négociation, crétinisme parlementaire.

D'une manière générale, on peut difficilement nier que le rôle éducatif de certaines organisations dépend dans une large mesure de leur type culturel. Il suffit de penser aux syndicats ouvriers catholiques et protestants, ou aux Chevaliers du Travail américains, sans parler des syndicats jaunes. Et il ne fait aucun doute qu'à l'heure actuelle, le type culturel des organisations, même les plus avancées, est *minimaliste* : toutes leurs tâches, tous leurs intérêts se situent dans les limites du système existant, l'idéal socialiste n'est pour l'instant qu'une décoration sur leur façade.

Bien sûr, l'expérience organisationnelle y est accumulée. Mais elle y est aussi peu scientifiquement formalisée et généralisée que dans les anciennes organisations bourgeoises et féodales – étatiques, religieuses et autres – et, par conséquent, elle ne constitue pas, sous cette forme, une préparation directe à l'organisation scientifique et systématique de la société.

Il existe donc un fossé profond entre le programme minimum et le programme maximum. Que peut-on et doit-on faire pour le combler ?

* *
*

L'enfance des courants sociaux, comme l'enfance des individus, se caractérise par des contradictions de pensée "naïves". L'une de ces contradictions, j'ai eu maintes fois à la souligner dans la théorie officielle de nos sociaux-démocrates. Il s'agit de son rapport à l'"idéologie".

Partant de la position de Marx selon laquelle l'idéologie est une "superstructure", quelque chose de "dérivé", de "secondaire", cette théorie la traite avec un dédain évident, si je puis dire. Elle considère toute référence à un rôle sérieux, en tout cas réellement directeur, de l'idéologie dans la vie sociale comme une hérésie inadmissible, tout à fait suffisante pour l'excommunication, un "idéalisme" criminel-bourgeois.

Par ailleurs, l'attitude de la théorie officielle à l'égard de la même idéologie est *diamétralement opposée*, mais cette notion est exprimée par un *autre mot*.

Qu'est-ce que la conscience de classe et la "conscience de soi de classe" du prolétariat ? Il ne fait aucun doute qu'il s'agit de son *idéologie* ; du moins, je ne connais aucun théoricien qui soutiendrait le contraire, par exemple, que la conscience de classe se réfère à l'aspect matériel de la production.

Ainsi, la conscience de classe est une superstructure, quelque chose de dérivé, de secondaire. La théorie officielle, cependant, lui attribue, comme chacun le sait, une signification primaire, *fondamentale* dans la vie du prolétariat, une signification déterminante, une signification *pratiquement directrice*. Développer la conscience de classe du prolétariat, telle est, selon la formule officielle, la tâche première et principale de la social-démocratie.

La négation de la fonction directrice de l'"idéologie" dans les mots et sa reconnaissance de la "conscience de classe" dans le domaine de la pratique est, pour le moins, l'antinomie de notre marxisme qui trahit sa jeunesse théorique.

Cette antinomie est la plus étroitement liée à la question du programme que nous avons posée, et nous devons donc la résoudre.

Qu'est-ce que l'idéologie ? On chercherait en vain une définition dans la théorie officielle : elle est très exigeante, mais elle ne cherche pas la précision à outrance. Elle traite la notion d'"idéologie" comme s'il s'agissait d'une chose connue. En tout cas, elle l'oppose à l'"économie" et à la "technique", les caractérisant ensemble comme le "côté matériel" de la vie sociale. A l'"idéologie", il faut donc attribuer tout le côté "idéal" : le monde des concepts, le monde des images artistiques, le monde des normes. En d'autres termes, il s'agit du discours, de la connaissance, de l'art, des coutumes, du droit, de la décence, de la morale.

Cependant, nous ne pouvons pas nous contenter de cette énumération. Il s'agit d'un phénomène *vital*, ou plutôt d'un certain cycle de phénomènes vitaux. Et ceux-ci ne sont définis pour nous que lorsque leur origine et leur signification dans le système de vie, c'est-à-dire leur place et leurs fonctions dans ce système, sont établies. De ce point de vue, la question de savoir ce qu'est l'idéologie doit être résolue.

La solution est en fait très simple et élémentaire.

La forme première de l'idéologie est la parole, dont les éléments sont les "mots-concepts". La théorie scientifique de l'origine de la parole, élaborée par le brillant philologue Noiré¹, est la suivante. La parole est née du *travail collectif* de la communauté primitive, c'est-à-dire des "cris de travail". Il s'agit de sons qui éclatent involontairement dans des conditions physiques en vertu de la connexion de l'appareil respiratoire et vocal avec le reste du mécanisme neuromusculaire, comme le son "uhhhh" qui éclate lorsqu'on soulève un poids lourd, "ga" lorsqu'on frappe avec une hache, etc. etc. Chacun de ces sons était pour les membres de la communauté une désignation naturelle et compréhensible de l'acte de travail auquel il se rapportait. C'est à partir de quelques "racines primaires" de ce type, par de lentes et innombrables variations au cours d'une série de siècles, que s'est développée toute la richesse

¹ [Ludwig Noiré (1829-1889) est un philosophe allemand. Son *Origine du langage* est paru en 1877. Note MIA]

du langage humain. Quant à la pensée, c'est la "parole sans le son", les mêmes mots-concepts, mais non prononcés à haute voix.

Quelle était la fonction des cris de travail ? Ils ont servi à fédérer l'effort collectif, à lui donner une régularité rythmique, puis à appeler au travail, à rassembler les travailleurs pour ce travail. Autant de fonctions *organisatrices*. Et dans tous ses développements ultérieurs, dans toutes ses ramifications, l'idéologie garde le même caractère et la même signification : c'est un système d'*organisation des formes* de production, c'est-à-dire des *instruments d'organisation* de l'existence sociale des hommes.

N'est-il pas évident qu'aujourd'hui encore, toute la production est organisée par la parole ? C'est par des désignations verbales que s'établissent la place de chaque travailleur dans la production, le temps de son travail, sa tâche et les moyens de l'accomplir – toute la coordination des efforts de travail.

Il est tout aussi évident que les sciences techniques guident le processus technique et servent d'instruments à son organisation. Et avec elles, comme étape suivante de la généralisation idéologique, les sciences naturelles et mathématiques. Le calcul analytique, le dessin géométrique, les formules de la mécanique et de la physique résolvent les questions de taille et d'assemblage des pièces d'une maison, d'un pont, d'une machine, et par conséquent les questions d'orientation et de répartition des efforts dans le travail. Pour les sciences sociales – économiques, politiques, etc. – je pense qu'il n'est pas nécessaire de prouver leur signification organisationnelle et leur importance. Les sciences "logiques" normalisent la pensée humaine, toute discussion, toute combinaison de mots et de concepts ; et puisqu'elles servent d'instrument pour l'organisation de l'existence sociale, ces sciences sont également un instrument de premier ordre.

La coutume, le droit, la morale, la décence régulent et contrôlent toute la vie pratique de la société : la notion même de "norme" est explicitement organisationnelle. L'ensemble du capitalisme est pratiquement organisé par le *droit* de la propriété privée et la *morale* de l'individualisme.

La question semble moins simple en ce qui concerne l'art. Non seulement tous les esthètes du monde bourgeois et féodal, mais aussi tous nos théoriciens officiels s'obstinent à réduire le rôle de l'art à "l'ornement de la vie". De ce point de vue, la question de la nécessité d'un art prolétarien spécial a depuis longtemps été examinée et résolue par les orthodoxes Starover-Potressov¹ et autres.

Le début de l'art est le même que le début de la parole : les cris de travail ont été le germe de la chanson de travail. Son utilisation dans la régulation et la coordination des actes de travail est encore visible aujourd'hui. Il en va de même pour le chant de guerre. La musique, les danses, dès l'origine, ont réellement servi un certain but : créer une *unité d'humeur* dans le collectif, importante ou même nécessaire pour l'accomplissement d'une cause commune. Ainsi, avant de partir en campagne, on utilisait une musique excitante et des danses spéciales représentant la guerre, avant la discussion collective des affaires – une musique sérieuse,

¹ [Alexandre Nikolaïevitch Potressov, pseudonyme : Starover (1869-1934) Social-démocrate dès les années 1890. Participe à la fondation de l'*Iskra* avec Lénine et Plekhanov. A partir de 1903, dirigeant menchevique et du courant « liquidationniste » (partisan de l'abandon de la clandestinité). Défensiste pendant la guerre. Opposé à la révolution d'octobre, il rejoint en 1918 l'Alliance pour la Renaissance de la Russie. Emigre en France en 1922. Il meurt à Paris. Note MIA]

encourageant à approfondir la réflexion, et une "danse du Conseil" mesurée et douce – Et puis, personne ne nierait que l'art, sous toutes ses formes, a été et reste un moyen d'*éduquer* les gens. Mais quelle est l'essence sociale de l'éducation ? C'est que l'homme, par un traitement systématique, est rendu apte à jouer son rôle dans la vie – dans la société, dans l'environnement de sa classe, de son groupe. En d'autres termes, l'éducation introduit l'homme dans sa société, sa classe, son groupe, et l'y adapte en tant que membre normal. Mais il s'agit évidemment d'une fonction d'*organisation* ; l'éducation *organise le* collectif à partir des unités humaines qui lui servent de matériau. Et s'il en est ainsi, l'art, en tant que moyen d'éducation, est aussi un instrument d'*organisation de la* collectivité.

Il n'est pas nécessaire de clarifier l'essence de la conscience de classe. Elle unit, dirige, coordonne, régule les efforts et les aspirations des personnes qui composent la classe – elle organise leur vie en une vie collective.

Il est maintenant clair pour nous que les marxistes, reconnaissant le rôle organisateur des idéologies dans la *pratique*, n'ont pas tort sur ce point. Un examen plus approfondi de la question nous fournirait une masse de preuves accablantes dans le même sens. La guerre a apporté des illustrations d'une vivacité sans précédent dans ce domaine. Quoi de plus frappant que le ralliement des classes nouvellement en conflit dans le pays avancé – bourgeoises, semi-bourgeoises et prolétaires – en un bloc réactionnaire et exterminateur par le biais de l'idéologie nationaliste, comme ce fut le cas au début de la guerre ? Ou voici un exemple plus innocent : sur ordre du gouvernement, l'aiguille des heures est avancée d'une heure – une modification administrative de la formule astronomique – et les conditions de production, la consommation de carburant, de matériel d'éclairage, etc. sont modifiées.

Bien sûr, dans d'autres cas, la fonction organisatrice de l'idéologie peut être altérée, voire pervertie. Il y a des bavardages insignifiants qui n'organisent rien, des mensonges qui désorganisent, etc. Mais cela ne change rien à l'origine et à la signification sociale de l'idéologie en tant que type de forme, ni au fait qu'elle ne peut être comprise de manière vitale d'un autre point de vue. Le fusil de chasse ne parvient souvent jamais à exterminer une seule créature vivante au cours de son existence ; il sert parfois de moyen de signalisation, parfois de simple divertissement en tirant innocemment sur des cibles. Mais seuls ceux qui le considèrent comme un instrument d'extermination seront en mesure de comprendre sa construction, son développement technique et la connexion de ses parties. L'appareil sexuel humain reste souvent inutilisé toute sa vie ; il a parfois des usages économiques (prostitution, mariage de complaisance), politiques (mariages arrangés par la diplomatie), et d'autres, même les plus inattendus, dans diverses perversions ; mais il n'est possible de comprendre scientifiquement sa structure, son évolution, ses maladies et ses troubles, de maintenir son hygiène et de le traiter avec succès, que si l'on considère qu'il s'agit, en fait, d'un appareil de reproduction. De même, celui qui ne sait pas que ce mécanisme est un outil d'organisation de la collectivité ne comprendra jamais la structure et le développement du mécanisme idéologique et ne pourra jamais y intervenir de façon systématique.¹

¹ Je suis contraint ici de me limiter à ces brèves indications. Une présentation détaillée de l'affaire a été faite plus d'une fois au cours de 15 ans dans toute une série de mes ouvrages, dont je mentionnerai particulièrement : "*La science de la conscience sociale*", 1917, et "*Les tâches culturelles de notre temps*" (titre de censure, au lieu de "*Le programme culturel du prolétariat*"), 1910. Je dois ajouter que ma théorie n'a jusqu'à présent rencontré aucune critique articulée de la part de l'orthodoxie, à moins que l'on ne compte sa simple désignation par le mot "idéalisme". [Note de l'auteur] [*La science de la conscience sociale. Petit cours de science idéologique*] - l'un des principaux ouvrages d'A. A. Bogdanov, écrit en 1914 pour l'"Encyclopédie sur l'étude de la Russie" destinée

Comment concilier ce sens de l'idéologie avec sa compréhension en tant que "superstructure" qui "reflète" ou "exprime" les rapports de production, etc. Il n'est pas difficile de les concilier, car il n'y a aucune contradiction.

Prenons un exemple concret : l'horaire des chemins de fer. Il s'agit sans aucun doute d'une chose idéologique, et sans aucun doute d'une "superstructure" au-dessus de la vie ferroviaire réelle, qui la "reflète" et l'"exprime". Mais d'une certaine manière, ces termes semblent ridicules ici. Pourquoi ? Tout simplement parce que la fonction directement pratique, organisationnelle, plutôt que "réflexive", est trop frappante : l'horaire *contrôle* le mouvement des trains ; changez quelques chiffres – un changement idéologique insignifiant – et tout le mouvement devient désorganisé, le chaos et la catastrophe s'ensuivent.

Mais qu'est-ce qui est apparu en premier, la circulation des trains ou leurs horaires ? Tout le monde sait que les premières locomotives à vapeur, les machines de Stephenson, circulaient sans horaires ; et il est clair pour tout le monde que c'est le développement du trafic ferroviaire qui *a déterminé* le développement des horaires. C'est, comme on dit en science, un lien *génétique* entre deux phénomènes. Est-ce que cela empêche que l'horaire, puisqu'il est déjà créé, commande les trains, qu'il *détermine à son tour* la sortie de tel ou tel train à telle ou telle heure ? C'est pour cela qu'il est conçu : il s'agit d'un lien ultérieur, *téléologique* ou *de conséquence*.

Le fait est qu'un outil d'organisation est inévitablement déterminé par ce qu'il organise. Ainsi, le développement du cerveau est biologiquement déterminé par le développement des organes de mouvement, chez l'homme en particulier les mains ; mais le cerveau contrôle aussi les mains. Ou, par exemple, la relation établie depuis longtemps entre la "foule" et son "héros", qui la dirige : génétiquement, le héros est un "reflet" de la foule, sa production ; il absorbe sa masse, ses humeurs vagues et ses aspirations, qui ne font que se formaliser en lui ; mais une fois le héros créé, il dirige déjà la foule, elle va là où il l'oriente. Car le héros est l'instrument organisateur de la vie de la foule, comme le cerveau l'est de la vie de l'organisme, l'idéologie de la collectivité.

Toutes ces vérités font partie de l'ABC le plus élémentaire ; l'homme de la prochaine génération ne comprendra pas qu'elles doivent encore être prouvées. Mais le fait est clair : à l'heure actuelle, aucun des théoriciens officiels de notre marxisme ne les comprend et, bien entendu, les masses prolétariennes ne les connaissent pas. La différence est que le théoricien, lorsqu'il rencontre cet ABC, se limite habituellement à la remarque qu'il contredit les Saintes Écritures de Marx et Engels ; tandis que le travailleur intelligent le perçoit rapidement et facilement comme quelque chose de très simple : pour lui, qui sait par son expérience du travail comment un instrument est déterminé par le matériau qu'il traite, il n'y a là rien d'incompréhensible.

De quoi s'agit-il ? C'est que les *formes de pensée* des individus sont différentes, ce qui fait que, dans de nombreux cas, les individus sont "mutuellement idiots", comme l'a dit Lassalle. L'étude des faits de la vie et de la nature du point de vue de l'*organisation* implique un mode de pensée particulier et nouveau. Elle est étrangère à la bourgeoisie, la classe créatrice de l'ordre social anarchique et fondamentalement inorganisé, la classe qui a été élevée dans cette optique pendant des siècles. Mais pour la classe ouvrière, qui organise le monde des choses extérieures et mortes dans son travail, dans sa vie sociale et dans sa lutte, ce mode de pensée

aux travailleurs et conçue par A. M. Gorki. Couvre l'évolution historique des types de visions du monde et des phénomènes de culture spirituelle. *Note des éditeurs soviétiques de 1990*].

est une adaptation nécessaire, qui s'élabore peu à peu et qui, tôt ou tard, doit être pleinement développée. Quant à nos théoriciens, si sincère que soit leur sympathie pour les *intérêts* du prolétariat, ils sont entièrement, dans leur *façon de penser*, les élèves de la bourgeoisie, du système bourgeois. Le point de vue organisationnel est pour eux quelque chose d'insolite et d'anormal ; ils ne peuvent le comprendre organiquement et ne peuvent donc que le combattre, en empêchant par leur influence son développement dans la tête des prolétaires.

* *
*

D'accord, dira le lecteur, que ce soit l'ABC, que ce soit important et intéressant, mais c'est encore une question purement théorique. Quel rapport avec le sujet qui nous occupe : le programme socialiste, son écart entre le *maximum* et le *minimum*, sa faisabilité "demain" ou plus tard ?

La relation est très directe, mais pour la rendre plus claire, un autre "ABC élémentaire" est nécessaire.

L'homme ne possède pas toujours son outil : parfois, c'est l'outil qui le domine. C'est le cas lorsqu'il ne connaît pas ou ne comprend pas son instrument, sa nature, sa structure et ses propriétés. Par exemple, un ouvrier qui travaille avec une machine dont il n'a pas une idée claire de la structure ne peut qu'en être l'esclave et non le maître. Il est au service de la machine, mais ne la contrôle pas. Le paysan russe, qui travaille pour une machine agricole "astucieuse", se trouve souvent dans cette situation. Soudain, la machine refuse de le servir ou tombe en panne pour des raisons qui lui échappent, ce qui l'handicape souvent. Sa régularité spontanée, inaccessible pour lui, détruit facilement toute la "régularité" de ses efforts.

Le collectif est dans la même situation par rapport à ses instruments d'organisation s'il n'en connaît pas la nature, s'il ne les comprend pas. Il ne les utilise alors pas systématiquement, mais ils le dominent spontanément.

La classe ouvrière connaît-elle, comprend-elle la nature, la structure, les propriétés de ses instruments d'organisation ? Possède-t-elle son idéologie, ou est-t-elle possédée par elle ? Jusqu'à présent, une seule réponse est possible : la plus défavorable.

Le prolétariat ne connaît ni ne comprend la *nature* même de son idéologie, le fait fondamental qu'il s'agit d'un outil d'organisation. Et puisqu'il en est ainsi, ni un traitement systématique de cet instrument, ni à plus forte raison un développement systématique de celui-ci, ne sont possibles. C'est le règne de la spontanéité, du tâtonnement, de l'évasion, de l'errance, du gaspillage d'efforts inutiles.

On pourrait multiplier les illustrations à l'infini. Je me limiterai à quelques-unes.

Comme on le sait, dans le prolétariat, même dans les pays les plus avancés, la religiosité est encore très répandue – elle est maintenue par la tradition. Si l'ouvrier savait et comprenait que toute idéologie est une forme d'organisation et s'il considérait la religion de ce point de vue, alors, pour commencer, il est clair que les fétiches religieux perdraient immédiatement tout pouvoir sur lui ; ensuite, il verrait sans grand effort que le sens organisationnel de la religion se réfère au "lien autoritaire" des personnes, c'est-à-dire au "pouvoir-subordination". C'est à cela que se réduisent les sentiments religieux – adoration, soumission, foi aveugle – et les

schémas religieux : le rapport de Dieu et du monde, de l'esprit et du corps, de la vie supérieure et de la vie inférieure, l'expérience du sacré et du sacramentel et du banal. Et comme le travailleur est par nature hostile à la relation autoritaire, qu'il s'efforce d'y échapper et de la surmonter, parce qu'avec elle il est toujours condamné à souffrir, le rejet de la perspective religieuse serait, de lui-même, facile et simple. Au lieu de cela, la critique de la religion est menée dans la classe ouvrière soit par la voie péniblement détournée des Lumières bourgeoises, par des analyses scolastiques des symboles religieux, par leur réfutation abstraite et scientifique, soit par une agitation vulgaire et banale sur le thème des fictions populistes, etc... qui vide la question de sa substance.

Quant aux fétiches "nationaux-patriotiques" que le monde bourgeois inculque à la classe ouvrière comme les plus hautes valeurs qui soient... Tout le monde connaît leur rôle fatal dans la guerre actuelle, tout le monde sait de quel brouillard impénétrable ils ont enveloppé la tête des masses prolétariennes dans les pays avancés. Quel moyen de vaincre ces valeurs pourrait être plus direct et plus facile que de découvrir les forces sociales, dans quel cadre et pour quelles tâches elles se sont organisées hier et s'organisent aujourd'hui ? Et par quels moyens, à quel prix, avec quelle lenteur les surmonte-t-on aujourd'hui ?

Et d'ailleurs, combien serait-il moins difficile, en termes purement pratiques, pour les prolétaires de comprendre toutes sortes de "droits linguistiques", de "droits des petites nations", d'"autodéterminations culturelles et politiques", si tout cela ne leur était pas présenté sous la forme de schémas juridiques abstraits, souvent même dérivés de "simples lois de justice", mais sous la forme d'organisation réelles, de classe ou interclassistes ?

Un autre domaine : Les faits montrent que ceux des ouvriers qui parviennent, grâce à une énergie exceptionnelle, à se frayer un chemin jusqu'aux sommets de la science moderne, sont généralement plus ou moins perdus pour la classe ouvrière : soit ils passent simplement dans l'intelligentsia bourgeoise, soit, dans le meilleur (ou peut-être le pire) des cas, ils deviennent des représentants de l'opportunisme, de la compromission de classe. La science pure les "embourgeoise", en les imprégnant des modes de pensée bourgeois qui sous-tendent sa construction, tout en les détachant du monde du travail "matériel", base de la vie du collectif prolétarien. On peut imaginer que cette perte chronique de ses éléments marquants est utile à la classe ouvrière. Mais est-ce une nécessité absolue ? Si le même ouvrier qui s'oriente vers la science savait et comprenait qu'elle n'est pas une "vérité en soi" mais un système de formes et de méthodes d'organisation de l'effort humain collectif, s'il la percevait et l'étudiait à son tour dans ce sens et de ce point de vue, elle ne le détacherait pas du monde du travail et le fétichisme des vieux modes de pensée qui s'y cachent n'aurait pas d'emprise sur lui. Combien de forces scientifiques et organisationnelles parmi les meilleures auraient alors été préservées pour le prolétariat !

L'art prolétarien en est encore à ses débuts. Bien sûr, cela dépend avant tout de la jeunesse historique de la classe, du manque de loisirs, d'éducation, etc. Mais une profonde incompréhension du rôle vital de l'art doit constituer un obstacle supplémentaire considérable. Imaginons un prolétaire ayant une vocation de poète, une nature sensible, prompt à réagir, créative, assoiffée de rythme et d'harmonie. Une lutte s'engage autour de lui. Peut-il se livrer à son instinct artistique avec toute la force de son jeune sentiment et de son élan ? "L'art n'est qu'un embellissement de la vie", lui a enseigné la culture bourgeoise, et elle continue à l'enseigner avec les Potressov et d'autres camarades orthodoxes compétents. Il se dit : "Je vais donc m'amuser, jouer, alors que les camarades font un travail énorme et difficile", et la joie de la création est empoisonnée ; c'est ainsi que, malgré lui, il va dans la rue, où il se révèle, le

plus souvent, un agitateur moyen et hystérique. Comme il aurait considéré sa vocation différemment et mieux s'il s'était rendu compte qu'en regardant attentivement, vivement la vie et la nature avec ses yeux, il pouvait travailler avec beaucoup plus de succès à l'organisation de sa classe qu'en répétant sur les places les formules d'agitation habituelles.

Et ce mal éternel – l'opportunisme des parlementaires, des syndicalistes, des coopérateurs – est surtout soutenu par l'insuffisance culturelle du prolétariat, par l'absence d'un point de vue collectiviste-organisationnel de son travail. Ils sont enlisés dans l'enfermement de leurs branches spécialisées.

Ils considèrent les relations de classe, l'ensemble du processus social à travers les lunettes de leur spécialité, au lieu de les considérer du point de vue du processus social dans son ensemble et de leur classe en tant que force organisatrice en développement. L'effritement des idées et des méthodes est inévitable.

La politique, le mouvement syndical, la coopération, pris isolément, donnent l'image d'une chaîne ininterrompue de *compromis*. Pour quelqu'un qui comprend l'essence organisationnelle de chacune de ces fonctions, un compromis pratique réalisé dans la lutte contre les ennemis ou contre l'inertie des masses et exprimant le maximum réalisable à un moment donné n'est nullement une "trahison de principe", même partielle, mais simplement un acte organisationnel nécessaire dans leur chaîne commune, une autre étape d'un processus organisationnel unique, dont la forme est exprimée par un "principe". Mais pour notre spécialiste, étranger à cette compréhension, "principe" et "compromis" semblent opposés ; seul le compromis se réalise dans la pratique ; le principe lui est "subordonné" ; et l'homme qui s'habitue à "subordonner" le principe au compromis est un opportuniste incontestable et irrécupérable.

Mais ce n'est pas tout. L'activité de notre parlementaire se déroule dans un monde de normes créé par le monde bourgeois : le parlementaire est contraint à chaque étape de s'adapter à la constitution existante, de fonder ses propositions sur des lois antérieures, de tenir compte dans ses démarches politiques des précédents disponibles, et ainsi de suite. Le syndicaliste, le coopérateur est contraint de prendre constamment en compte dans son travail toute l'essence des réglementations législatives et administratives concernant la sphère de son activité, d'effectuer ses tâches à travers les différentes boucles, souvent très compliquées et confuses, de ce réseau. Et comme il n'a pas de vision unifiée et intégrale de tout cela, pas d'attitude critique claire et ininterrompue à l'égard de toutes ces normes en tant que dispositifs d'organisation du monde bourgeois, il s'habitue à les traiter, tombe inconsciemment sous leur emprise, commence à voir en elles des forces indépendantes et des valeurs autonomes ; et cela signifie qu'il se soumet au fétichisme des normes, qui pèse sur la conscience bourgeoise, sur la façon de penser des classes bourgeoises. C'est ainsi que s'affaiblit la puissance de la pensée prolétarienne naissante, la puissance de l'idéal prolétarien.

Ainsi, les outils idéologiques dominent de diverses manières le socialiste moderne qui ne comprend pas leur nature. Il en résulte une masse de résistances inutiles dans le travail créatif du prolétariat, une recherche pénible dans l'obscurité de ses propres méthodes d'organisation, une spontanéité totale du développement culturel.

D'où la soumission déconcertante à la culture de l'ancien monde, c'est-à-dire à ses formes et méthodes d'organisation, dans tous les cas qui n'ont pas été rencontrés ou qui n'étaient pas assez courants dans les quêtes spontanées antérieures du prolétariat. L'exemple terrible est là :

le comportement de la classe ouvrière dans la guerre mondiale. Il est ridicule et nuisible d'obscurcir le sens de cette leçon par des références à l'influence corruptrice des "Mitläufer"¹ bourgeois et petit-bourgeois sur le prolétariat, ses "compagnons de route" de toute l'intelligentsia démocratique. S'ils sont des "compagnons de route", pourquoi n'ont-ils pas suivi la classe ouvrière sur la voie révolutionnaire, alors qu'elle les a suivis sur la voie de la réaction nationaliste profonde ?

Le déficit culturel du prolétariat à l'heure actuelle est un fait fondamental et incontestable qui doit être honnêtement reconnu et qui doit être la base du programme de l'avenir immédiat. La culture de la classe est l'ensemble de ses formes et méthodes d'organisation. S'il en est ainsi, combien les projets d'imposer immédiatement au prolétariat la cause de la réorganisation organisationnelle la plus radicale, la plus complexe et la plus difficile de toute l'histoire, à l'échelle mondiale, paraissent méchamment ironiques – ou puérilement déraisonnables ? Et ce, alors que ses propres organisations se désagrègent et s'effondrent si souvent sous nos yeux – souvent même pas sous l'effet de coups extérieurs...

* *
*

Ainsi, tant que la classe ouvrière n'est pas propriétaire de ses instruments d'organisation, mais qu'au contraire elle est possédée par eux, elle ne peut et *ne doit* évidemment *pas* tenter de résoudre directement la tâche d'organisation mondiale, de réaliser le socialisme. Ce serait une aventure sans la moindre chance de succès, une tentative de construire un palais mondial sans connaître les lois de l'architecture. Ce serait une nouvelle leçon sanglante, probablement plus brutale que celle que nous vivons actuellement.

Entre-temps, la tâche d'organisation mondiale a été *fixée par* le cours des choses qui, sous la menace d'un effondrement complet de la civilisation, exige que cette tâche soit résolue le plus rapidement possible. Et nous savons que les classes bourgeoises sont incapables de la résoudre, car elles sont, par toute leur éducation, par toute leur culture, inaptes à le faire.

Dans l'affirmative, que peut et doit faire immédiatement la classe ouvrière pour résoudre le problème ?

L'enjeu est clair : orienter ses efforts vers la *maîtrise de ses outils organisationnels et les développer systématiquement à l'échelle de la tâche*. Tel est son *programme culturel*.

C'est ici que se comble l'écart entre le programme minimum et le programme maximum. Si le premier se réduit à l'adaptation mutuelle du prolétariat et de l'ordre capitaliste dans lequel il vit, et le second à la création d'un ordre fondamentalement différent, le programme culturel signifie la préparation directe, dans les conditions de l'ordre ancien, de la classe organisatrice, créatrice de l'ordre nouveau. C'est la *dynamique nécessaire* à la solution du problème mondial.

L'*auto-organisation de la classe ouvrière*, qui se fait encore spontanément, à la recherche de ses propres formes et méthodes, dans ses associations, professionnelles [syndicales], politiques, coopératives, éducatives, constitue la *base naturelle* du programme de la culture.

¹ [Orthographié « Mitläüter » dans l'édition soviétique de 1990, corrigé d'après l'édition de 1918. Note MIA]

Il s'agit de la *poursuite et du développement* de cette auto-organisation, mais avec une transition vers une *nouvelle phase – la recherche consciente et systématique, le développement, l'assimilation et la diffusion de formes et de méthodes d'organisation.*

Un travail considérable sera nécessaire : une *révision complète de tout l'héritage culturel* que le prolétariat a reçu des anciennes classes, une révision d'un point de *vue nouveau, collectif et ouvrier, à la fois scientifique et organisationnel* ; et, en même temps que la révision, le *complément* nécessaire de cet héritage, là où il est insuffisant pour les nouvelles tâches, par la *propre créativité idéologique, scientifique, artistique, pratique-normative de la classe ouvrière.*

Ce faisant, un nouveau sens et un nouveau pouvoir seront donnés à tout le travail antérieur : l'expérience organisationnelle de l'humanité sera compilée et concentrée dans la main-d'œuvre croissante.

Or, à l'heure actuelle, non seulement il n'existe rien de tel, mais l'expérience organisationnelle de la classe ouvrière est dépourvue de toute cohérence, de toute formulation scientifique et même, dans une large mesure, de toute continuité. Une grande partie de cette expérience n'est pas accumulée, mais dispersée et perdue. Elle est stockée sous une vague forme traditionnelle dans des organisations séparées, n'étant assimilée par chacun que dans la mesure de sa participation au travail général. Et l'expérience des grands organisateurs, talents et génies dans leur domaine, ou simplement des vieux travailleurs qui ont accumulé pendant des décennies une richesse de techniques et de compétences organisationnelles qu'ils ne peuvent pas généraliser et transmettre à d'autres, disparaît avec eux lorsqu'ils meurent ou décèdent. D'où le rôle disproportionné de ces organisateurs, "chefs", dans les organisations ouvrières, qui humilie le prolétariat et entretient en lui un esprit autoritaire d'obéissance et de foi aveugle.

À cela s'ajoute l'action continue, corrosive et minante de la vieille culture environnante, de ses formes et méthodes d'organisation, exprimée par l'ensemble de la science, de l'art, de la morale et du droit bourgeois. Elle sape imperceptiblement les nouvelles méthodes d'action et de pensée dès leur naissance, en les repoussant ou en leur donnant un caractère opportuniste et dualiste. Là où le "nous", la collectivité, se forme dans les rapports de l'homme avec le monde, elle suggère obstinément le "je", l'individu autonome ; là où il commence à saisir "l'expérience sociale organisée", elle pousse en lui la "vérité pure et absolue" ; Lorsqu'il commence à adopter le point de vue du "développement de la force collective", elle lui glisse "un pur idéal moral" ; lorsqu'il écoute le pouls de la vie de sa classe, qui grandit pour devenir l'ensemble de la société humaine, elle lui inculque les "intérêts nationaux" ou "les simples lois du droit et de la justice", etc. etc... Et il est impuissant face à ce murmure qui corrompt sa pratique et sa pensée, tant qu'il ne connaît pas la nature des forces idéologiques, tant qu'il ne voit pas comment les maîtriser.

Voyez plutôt. Aujourd'hui encore, la majorité des *Trade Unionists* anglais et américains et une partie considérable des syndicalistes d'autres pays conçoivent l'organisation comme "une union d'individus séparés qui, par une action commune, poursuivent leurs intérêts personnels". C'est une notion *purement individualiste*, développée dans divers groupements de la petite puis de la grande bourgeoisie (ateliers, camaraderies, syndicats de propriétaires, etc.). C'est sur la base de *cette* attitude que l'on tente de construire une organisation socialiste. Selon ce point de vue, chaque profession ouvrière ne manquerait pas de poser ses exigences maximales à la nouvelle société qui s'organise. Elle ne pourrait pas en satisfaire la totalité, mais elle n'aurait pas les moyens de les limiter de façon inoffensive, d'éviter de violents

affrontements d'intérêts entre les différentes professions. Sous le capitalisme, ces affrontements sont éliminés par la pression extérieure du capital : chaque profession exerce ses exigences maximales sur le *capital*, et non sur l'ensemble des autres professions, et n'entre pas en conflit avec elles. Sous le socialisme, le cadre restrictif de la force extérieure de la classe disparaît, et si chaque profession traite, comme elle le fait actuellement, ses intérêts séparément, les contradictions de tous ces groupes sont libérées et éclatent également.

Il faut le réaliser. Le socialisme n'est pas une question de bataille gagnée ou d'humeur, d'impulsion, d'aspiration massive de la volonté. Bien sûr, il a tout cela ; mais les humeurs et les impulsions qui ne sont pas cristallisées par une idéologie solide, les aspirations qui ne sont pas organisées en une volonté de classe stable – en un idéal fermement conscient et un chemin clairement établi vers lui – ne peuvent jamais résoudre le problème : la spontanéité de la classe ne peut pas créer une systématisme toute sociale. *Le socialisme est une question de méthode.*

Le développement idéologique du prolétariat, comme celui des classes bourgeoises, est encore spontané. Le prolétariat, par contre, dispose d'un grand nombre de forces idéologiques. Et voici les résultats : dans la science prolétarienne, il y a une stagnation depuis 30-40 ans, stagnation qui ne se retrouve probablement dans aucune branche de la science officielle, bourgeoise ; l'art prolétarien est dans son enfance ; et les leçons de la guerre parlent assez clairement du degré de pénétration en masse de la conscience de classe révolutionnaire par le prolétariat. Le tournant est nécessaire.

En pratique, le *minimalisme* a dominé partout durant ces décennies. Par conséquent, l'effondrement de la social-démocratie que nous avons vécu est précisément *son* effondrement, culturellement et politiquement. Et si le minimalisme se comporte aujourd'hui comme si rien ne s'était passé, s'il ne reconnaît pas la nécessité d'un changement profond des tâches et des méthodes de travail et de lutte, c'est le second effondrement, la preuve définitive de son impuissance.

Le maximalisme était une réaction contre la stagnation du minimalisme ; il se rendait compte que dans le domaine des *tâches* du prolétariat, la nécessité d'un changement profond était apparue. Mais en ce qui concerne la compréhension des *méthodes*, il reste essentiellement sur la même position, ne réalisant pas que les anciennes méthodes révolutionnaires sont insuffisantes pour une révolution d'un type *fondamentalement nouveau*. Cela en fait une utopie.

Il est nécessaire de se tourner vers le *programme de la culture*. Le socialisme sera réalisé lorsque le vieux monde culturel, avec son expérience millénaire et ses méthodes pleinement développées, sera combattu non seulement par la force politique et le "plan économique", mais par un nouveau monde de culture, avec des méthodes nouvelles et plus élevées. Pour vaincre la spontanéité sociale, la classe ouvrière doit vaincre la spontanéité de son propre développement. Elle ne peut pas donner au monde ce qu'elle n'a pas.

La question du maximalisme n'est pas simplement une question de bientôt ou de pas bientôt, de demain ou d'après-demain. Lurie, le théoricien du maximalisme, pense qu'il faudra des décennies entières pour que les masses des éléments instables ou récemment entrés dans la classe ouvrière allemande "acceptent la finalité de leur position prolétarienne". Mais au rythme actuel de développement, l'expérience montre que quelques décennies suffisent également pour un profond bouleversement culturel. La question est de savoir si le prolétariat,

tel qu'il est, sans passer par une étape essentiellement nouvelle de son développement organisationnel et culturel, est capable de mener à bien la cause du socialisme. Les maximalistes pensent que oui, il en est capable, son éducation est *au fond* suffisante et complète, seul un rassemblement militant des forces est nécessaire. Nous avons vu que non, que tel qu'il est, il ne peut pas encore atteindre son grand but.

Qui veut une fin, veut les moyens nécessaires. Et ceux-ci seront entre les mains du prolétariat dans un avenir pas si lointain, s'il s'achemine fermement et consciemment vers leur maîtrise.

Le nouveau monde culturel de la classe ouvrière est la naissance *réelle* du socialisme dans le présent, le maximalisme du développement et de la créativité, et non des rêves et des aventures.

Et les "conditions matérielles" ? Pourquoi n'en est-il pas question ? Tout simplement parce que *si les conditions culturelles ont été créées, les conditions matérielles sont déjà en place*. Les formes d'organisation ne peuvent pas apparaître avant le contenu de l'organisation qu'elles serviront.

Du royaume de la nécessité au royaume de la liberté, il n'y a pas de saut, mais un chemin difficile. Mais chaque étape du chemin est une partie du royaume de la liberté lui-même qui a déjà été conquis.

IV. Communisme de guerre et capitalisme d'État

Les observateurs du bouleversement de la vie sociale qui se déroule sous nos yeux sont encore étrangers au point de vue scientifico-organisationnel. La principale conséquence est qu'ils ignorent un fait d'une ampleur énorme, qui a la plus grande influence sur le cours de la crise économique et idéologique – *l'organisation militaro-communiste* qui coupe le système du capitalisme, sa croissance et son extension de l'avant à l'arrière.

L'armée en général, en temps de paix comme en temps de guerre, est une vaste *commune de consommation* de structure strictement *autoritaire*. Les masses humaines vivent du soutien de l'Etat, répartissent uniformément entre elles les produits livrés par l'appareil de production et les consomment assez également, sans pour autant participer à la production. Ce communisme s'étend principalement aux niveaux inférieurs de l'armée, aux "soldats" eux-mêmes, qui vivent dans des casernes communes, reçoivent une table commune, des vêtements et des équipements gouvernementaux. Quelques pour cent de sa composition – les classes supérieures hiérarchisées, les officiers – sont plus ou moins exclus du communisme, mais même ceux-là ne le sont pas complètement : ils peuvent souvent recevoir des rations de soldats, des uniformes et, pour la plupart, des armes d'État. En temps de paix, la commune entière est si petite par rapport à la société dans son ensemble qu'elle ne peut avoir aucune influence décisive sur sa vie, que ce soit sur le plan structurel ou culturel : quelques centaines de milliers de personnes, objectivement inutiles pour la société, parmi plusieurs dizaines de millions de personnes économiquement actives. Mais aujourd'hui, ce rapport a changé de manière significative.

Elle a changé, premièrement, sur le plan quantitatif : l'armée représente aujourd'hui 10 à 15 % de la population en général et une proportion beaucoup plus importante de ses éléments valides. Deuxièmement, qualitativement : l'armée a cessé d'être inutile, elle est devenue l'organe le plus nécessaire à la défense et au salut de l'ensemble. Naturellement, l'influence structurelle et culturelle de l'armée sur l'ensemble du processus social s'est considérablement accrue.

La nature de cette influence est déterminée par les deux traits distinctifs de l'appareil militaire que nous avons déjà indiqués : structure autoritaire, communisme de consommation. L'un et l'autre introduisent de profondes transformations dans le cours social des choses.

Je n'ai pas l'intention d'examiner en particulier le développement de l'autoritarisme sur la base de la guerre. Les faits principaux sont généralement connus : la subordination croissante des masses laborieuses, tendant à leur asservissement complet ; le passage d'un ordre civil libre dans les démocraties avancées à une dictature gouvernementale, qui est en même temps une oligarchie des classes sociales supérieures ; la croissance de la religiosité, c'est-à-dire d'une compréhension et d'un sentiment du monde autoritaires, dans les larges couches sociales, où les formes de conscience libres et scientifiques avaient été renforcées auparavant. Tout cela est important au plus haut point, mais nous nous intéressons maintenant à un autre aspect de la question.

Le communisme de consommation de l'armée est mis en œuvre en temps de guerre, par nécessité, de façon plus profonde et plus cohérente qu'en temps de paix. Au front, presque toutes les anciennes exemptions disparaissent ; dans les unités de l'arrière, elles diminuent également, et même dans le ménage des officiers, le rôle de l'approvisionnement de l'État augmente. Mais le nouveau processus qui se développe sous l'influence de la guerre est beaucoup plus important : il s'agit de *l'extension progressive du communisme de consommation de l'armée au reste de la société*.

Le premier pas dans cette direction est l'octroi d'allocations aux familles des conscrits. La forme généralement monétaire des rations des femmes et des enfants de soldats ne change pas la signification du fait fondamental que l'État, sinon entièrement, du moins dans une mesure considérable, entretient encore plusieurs millions de personnes, tout à fait indépendamment de toute fonction propre dans la production, non pas sur le principe de l'emploi, mais sur le principe du droit à la satisfaction des besoins. Il s'agit d'une continuation directe de la commune du soldat à la campagne.

Puis, le cours de la guerre, destructeur de l'économie sociale, apporte de nouvelles conquêtes au communisme de consommation. Une pénurie générale de produits s'installe. Le système de leur appropriation privée, avec ses inégalités particulières de distribution, aggrave fortement cette pénurie. La réglementation des cartes est introduite. Le produit consommé n'est plus pleinement une propriété individuelle et échangeable : chacun a droit à 200 grammes de pain ; mais personne ne peut acheter plus de 200 grammes pour lui-même, et personne ne peut vendre plus de 200 grammes à un acheteur individuel ; et personne n'a le droit de garder le surplus de pain produit ou acheté précédemment jusqu'à ce que la situation du marché devienne favorable.

Cependant, l'anarchie de la distribution du marché se fait toujours sentir. On peut avoir droit à 200 grammes, mais ne pas avoir les moyens de les acheter, si le prix reste libre. On peut même ne pas avoir les 200 grammes sur le marché local, alors que d'autres marchés locaux ont un excédent supérieur à la demande de cartes ; et cette inégalité est, bien sûr, soutenue par les vendeurs afin d'augmenter les prix. Il est nécessaire de réglementer les prix et toutes les ventes – une nouvelle étape majeure du communisme de consommation, une nouvelle restriction de la propriété privée des produits.

Avec la poursuite du déclin économique, la régulation des ventes est impuissante sans la régulation de la production elle-même : le capital perd en partie le désir de produire des biens de première nécessité rationnés et donc non rentables ; il passe en partie à une production plus rentable, même si moins urgente, il dissimule en partie les produits finis à la comptabilité afin de forcer une augmentation des taux d'imposition et des prix fixes ou de spéculer illégalement, en prenant certains risques pour réaliser d'énormes profits. Il devient nécessaire de contrôler à la fois la direction et la taille de la production, et par conséquent la distribution des matériaux, des outils et de la main-d'œuvre. Si le contrôle de l'État sur les ventes conduit déjà à la fusion forcée d'industries entières en syndicats, la réglementation de la production aboutit dans de nombreux cas à une méthode encore plus radicale : les trusts forcés, la fusion d'industries entières en sociétés anonymes, avec la perte de ce qui reste d'indépendance des entreprises individuelles.

La conscription étatique des travailleurs est indissociable de la régulation de la production. Du point de vue de l'organisation, elle est encore généralement réduite à l'asservissement

autoritaire des travailleurs et représente une extension claire des principes de l'organisation militaire aux classes laborieuses de la société.

C'est ainsi qu'apparaît le "capitalisme d'État" moderne, une organisation de la société, à la fois par son origine et par sa signification objective, tout à fait semblable à l'organisation créée dans les villes assiégées. Son point de départ et la base des formes qu'il développe est le communisme militaire de consommation ; sa force motrice est la destruction progressive de l'économie sociale ; sa méthode d'organisation est le rationnement, la restriction, menée de manière autoritaire et coercitive.

Ce qui est très caractéristique et important pour comprendre ce système, c'est le fait que la transformation des formes se fait à *partir de la sphère de la consommation*, en passant par la sphère de la distribution jusqu'à la sphère de la production. Il s'agit d'un ordre complètement opposé à l'ordre normal, où le développement de la *production* détermine les changements dans les formes de distribution et de consommation. Cependant, l'ordre perverti actuel n'a rien de mystérieux : là, il s'agit de processus de croissance, de complication, en général de changements *progressifs* dans l'organisme social ; ici, il s'agit de processus de déclin, de destruction, de simplification, c'est-à-dire de phénomènes *régressifs*. La poussée du progrès des forces productives se trouve d'abord là où elles s'accumulent ; la pression de la régression apparaît directement dans le domaine de la consommation et de la destruction de ce qui a été produit par le travail antérieur.

Cela ne signifie pas, bien entendu, que les transformations mêmes provoquées par la régression des forces de la société soient inutiles ou nuisibles ; au contraire, en régulant le processus de déclin, elles en ralentissent et en adoucissent le cours ; ce sont des adaptations nécessaires dans les conditions données. Mais la nature et le sort probable de ces adaptations ne peuvent être bien compris si l'on ignore leur genèse. Et surtout leur relation avec le socialisme ne peut alors être bien comprise.

Comment la question de la poursuite du développement du capitalisme d'État est-elle résolue ? Pour certains, c'est très simple : la guerre se terminera et le capitalisme d'État disparaîtra. Il s'agit bien sûr d'un point de vue vulgaire. Toute adaptation vitale, surtout d'une telle ampleur, une fois créée, tend à persister même après la disparition des conditions qui l'ont fait naître, et elle n'est éliminée ou même seulement modifiée que par l'action de certaines forces suffisantes. D'autres en décident autrement, dans le même sens :

« Il ne fait aucun doute que cette organisation "militaire" de la production ne disparaîtra pas à la fin de la guerre, mais, au contraire, se développera en largeur et en profondeur, s'emparant de plus en plus de branches du travail, soumettant de plus en plus de pays – car il n'y a pas d'autre moyen de mettre fin au terrible héritage financier de la guerre, de guérir les blessures qu'elle a infligées et de faire face au problème le plus difficile, celui de la démobilisation de l'économie mondiale »¹.

¹ Bazarov V. *Révolution russe et socialisme*, Vie nouvelle. 1917. № 39. [Note de l'auteur] [Bazarov (Rudnev) V. A. (1874-1939) ; social-démocrate, philosophe, économiste, publiciste, ami de A. A. Bogdanov, en 1903-1909 ; Bolchevik. Avec I. I. Skvortsov-Stepanov, il traduit en russe trois volumes du "Capital" de K. Marx. Auteur d'études sur la philosophie de E. Mach, R. Avenarius et A. Bergson. Critiqué par Lénine dans son livre *Matérialisme et Empiricriticisme*. En 1917 : Membre des comités de rédaction de "Letopis", "Izvestia" du Soviet de Petrograd et du journal "Vie nouvelle", l'un des organisateurs de la société "Culture et liberté". Il considère la révolution de février comme le début de la révolution socialiste à condition d'une "rééducation

Il est possible que les choses se déroulent ainsi. Mais affirmer qu'il n'y a aucun doute à ce sujet ne serait scientifique que si les conditions nécessaires étaient établies au préalable et qu'il était clair qu'il devait en être ainsi. En effet, le *développement* d'une nouvelle organisation, et non sa simple préservation, exige que les conditions et les forces motrices qui la génèrent soient *développées davantage*.

Nous savons déjà en quoi consistent ces conditions préalables : la montée du communisme de consommation, le déclin progressif de la production. Que peut-on prévoir par rapport à ces conditions ?

Avec la fin de la guerre et le début de la démobilisation, le communisme de consommation lui-même aurait dû décliner : réduction de la commune militaire à sa taille habituelle, arrêt des rations d'État pour les familles des soldats. Mais c'est alors que commence la dernière phase de la crise de guerre, extrêmement difficile, comme on peut le prévoir à juste titre : la démobilisation économique. *Dans cette phase*, la quantité de produits livrés par le système de production sera temporairement encore réduite, son déclin sera encore plus aigu ; et par conséquent le capitalisme d'Etat doit en fait se renforcer encore. Mais, si l'humanité se montre capable de surmonter cette crise, le moment viendra où la production commencera à se maintenir avec succès et à couvrir la consommation, puis à s'étendre peu à peu. A partir de ce moment, les forces qui poussent le développement sur la voie du capitalisme d'Etat cessent et l'action d'autres forces, jusqu'alors réprimées, entre en scène.

Dans une large mesure, il peut être analysé à l'avance, mais ce faisant, le capitalisme d'État doit être considéré non pas comme un tout continu, mais comme une somme complexe de faits organisationnels : ses différentes facettes seront traitées différemment par les forces de classe de la société.

Le rationnement de la *consommation*, avec son système de cartes, etc. est, bien sûr, pour la bourgeoisie en général, une chose très gênante et désagréable, qu'elle s'efforcera de détruire à la première occasion. La classe ouvrière et une partie du reste de la démocratie s'y opposeront ; mais, bien entendu, au fur et à mesure que la consommation augmentera, l'Etat supprimera ce rationnement : comme il restera l'organisation de la domination des classes bourgeoises – et il en est ainsi sous le capitalisme d'Etat – il ne maintiendra les restrictions qui sont gênantes pour elles que par nécessité absolue.

Les monopoles d'Etat pour la vente de certains produits, comme notre ancien monopole du vin, étant gênants pour certains groupes de capitalistes seulement, ont toutes les chances d'être maintenus comme *source financière* pour l'Etat. Mais dans ce rôle, ils ne représentent qu'une sorte d'impôts indirects, c'est-à-dire des impôts essentiellement régressifs, qui renchérissent la vie et qui masquent la véritable répartition de la charge financière. C'est donc contre eux que le prolétariat et les couches avancées de la démocratie en général devront lutter pour les remplacer par des impôts explicites et progressifs. Les résultats de cette lutte seront probablement différents, en fonction de l'équilibre des forces en présence.

interne du prolétariat". Un des fondateurs du POSDR-Parti internationaliste, membre de son comité central et orateur aux congrès de janvier et mai 1918. En 1919-1921 : Membre du comité de rédaction de la revue menchevique "Mysl" (Kharkov). À partir de 1922, il dirige le département du comité de planification de l'État de l'URSS et contribue grandement à l'élaboration de la méthodologie de l'équilibre économique national. Il est membre de l'Académie Communiste. Dans les dernières années de sa vie, il se consacre à la traduction ("Conversations avec Goethe" de J.P. Eckerman, M., 1934, etc.). *Note des éditeurs soviétiques de 1990*].

La réglementation étatique des ventes, sous forme de rationnement des prix, de répartition des produits par zones de marché, etc. est liée à l'*association forcée* de branches entières de production en *syndicats*. Il s'agit ici de s'interroger, d'une part, sur la nature de la réglementation et, d'autre part, sur le sort des syndicats. Les syndicats s'efforceront naturellement de s'affranchir de la tutelle : il est beaucoup plus intéressant pour eux de réglementer les ventes pour leurs propres besoins que pour ceux de la nation. Ils essaieront soit d'abolir, soit de transformer chaque centre d'industrie d'Etat en un simulacre, en obtenant pour eux-mêmes un avantage permanent sur les participants au centre qui pourraient ne pas être d'accord avec eux – les représentants du gouvernement local, les syndicats, etc. Ce but sera généralement atteint d'autant plus facilement que les fonctionnaires de l'Etat, et en partie aussi des municipalités, par leur position de classe et leur humeur, seront très enclins à se transformer en fidèles alliés du capital et même en ses fidèles serviteurs : c'est très fréquent aujourd'hui ; et ce sera d'autant plus fréquent lorsque la terrible pression de la guerre et de la famine, qui empêche les éléments bureaucratiques de manifester pleinement leur nature de classe, aura disparu.

C'est pourquoi le capitalisme d'État aura tendance à se diviser en unités libres – les syndicats d'industrie.

Il est probable que la classe ouvrière et la partie de la démocratie¹ qui lui est proche lutteront contre elle. Mais tant que l'Etat restera globalement bourgeois, ils ne pourront pas tout à fait paralyser cette tendance ; et il sera extrêmement difficile de lui enlever toutes les conquêtes qu'elle a faites en l'absence des forces du communisme de guerre et de la décadence de la production qui l'empêchent aujourd'hui de se manifester.

D'autre part, comme les syndicats [d'entreprises] seront libérés du réseau étatique, des aspirations de décomposition doivent se manifester en eux. Le fait est qu'un syndicat est, par nature, une union de *grandes entreprises* et d'un petit nombre d'entre elles. En revanche, de nombreux syndicats forcés regroupent une masse de petites et moyennes entreprises ainsi qu'un petit nombre de grandes entreprises. Il y a inévitablement une lutte entre les deux : de la part des grandes entreprises pour dominer les petites et les absorber, de la part des petites pour préserver leur vie et leur indépendance. Dans certains cas, cette lutte conduira à la désintégration des syndicats, mais dans la plupart des syndicats, elle se traduira par le passage à leur forme typique – l'union de grands capitaux, encore augmentée par l'absorption de petits.

La réglementation étatique de la production n'est pas seulement liée à la syndication obligatoire, mais elle est souvent obligée d'aller plus loin et de recourir à des *trusts obligatoires*. Là aussi, il faut évidemment s'attendre à une lutte des trusts pour se libérer de la tutelle de l'Etat, et généralement avec succès. Quant à la tendance à la désintégration, elle ne peut se manifester de manière significative dans les trusts : leurs entreprises, ayant perdu leur indépendance, sont pratiquement inséparables de l'ensemble.

Il est à noter que l'effort des syndicats et des trusts pour s'affranchir de la gestion étatique doit alors avoir de plus grandes chances de succès, car il s'agira généralement d'une tendance économiquement progressiste. La réglementation bureaucratique, en raison de son *caractère autoritaire*, est sujette à la stagnation des méthodes. La coercition autoritaire a toujours un esprit de conservatisme, une tendance spontanée à la tradition, au modèle ; le pouvoir et l'autorité sont hostiles aux "innovations" et à tous les changements, parce qu'ils compliquent

¹ [Terme employé à l'époque pour désigner les partisans de la démocratie. *Note MIA*]

la tâche de l'organisation ; dans le cadre de tout ensemble économique, le remodelage ou la restructuration d'une partie entraîne inévitablement des changements correspondants dans d'autres parties, et il est difficile de tenir compte de tous les effets ; il y a aussi un élément de risque, qui menace la fluctuation de l'autorité elle-même. Dans les conditions actuelles, ce conservatisme interne de la bureaucratie est surmonté par la plus forte pression extérieure, l'urgence d'aller de l'avant. Mais lorsque cette pression violente disparaît, l'esprit de routine autoritaire doit reprendre le dessus. Supposons que dans le centre de régulation de l'industrie, outre le conseil des actionnaires du trust, il y ait des représentants des organisations sociales et ouvrières ; il s'agira alors, dans la plupart des cas, de deux parties en lutte, la voix décisive revenant à la troisième partie, les représentants de la bureaucratie, avec sa tendance pacificatrice et inhibitrice.

En outre, la libération des syndicats et des trusts devrait être un moment progressiste en ce sens qu'elle ouvrirait la voie à des associations internationales de ce type, qui s'étaient déjà largement développées avant la guerre. Or, le capitalisme d'Etat, en fixant les syndicats et les trusts à l'intérieur d'un pays ou d'un groupe de pays formant le super-Etat moderne, entrave le développement international de l'organisation du capital comme de l'organisation du travail. De ce point de vue, il est tout à fait réactionnaire.

Enfin, la *conscription ouvrière d'Etat*, dans des conditions de paix et de début de reprise économique, a peu de chances d'être maintenue ; il est même probable que le retour de l'armée du front, créant un surplus temporaire de travailleurs, sera l'impulsion pour sa suppression. S'il est maintenu, il le sera, bien entendu, avec de telles exceptions en faveur des classes supérieures de la société qu'il se réduira pratiquement au simple asservissement des classes inférieures ; et toute la masse démocratique dirigera ses efforts vers son abolition ; et puisque la base objective de ce "nouveau servage", à savoir le communisme militaire et le déclin progressif de la production, sera supprimée de la vie, la lutte contre lui doit réussir.

Résumons cette analyse :

Le capitalisme d'Etat est un système d'adaptations du dernier capitalisme à deux conditions particulières de l'époque : le communisme militaro-consumériste et le processus de destruction des forces productives. Parmi ces adaptations, certaines correspondent à la ligne générale de développement du capitalisme, comme le développement du syndicat et de l'organisation fiduciaire des entreprises ; d'autres se situent en dehors de cette ligne générale ou même en contradiction avec elle, comme la restriction de la consommation, la monopolisation des produits par l'Etat, la réglementation étatique-bureaucratique des ventes et de la production. Lorsque le communisme militaire aura été ramené aux proportions du temps de paix et que la destruction des forces productives aura cessé, on peut s'attendre, dans le cours futur des choses, à ce que les adaptations du premier type soient généralement conservées et développées, tandis que celles du second type seront éliminées de la vie ou ne seront que partiellement conservées, selon les conditions concrètes – les intérêts de classe et le rapport des forces de classe.

La question de l'évaluation historique du capitalisme d'Etat n'est pas si difficile à résoudre. L'évaluation donnée par nos maximalistes est la suivante :

« Nous nous trouvons donc face à un système économique que la théorie classique du socialisme n'envisageait pas, dans lequel la base économique privée du capitalisme diminue, mais ne disparaît pas du tout, et il semble même que l'exploitation capitaliste

s'intensifie, tant dans la sphère économique immédiate que dans la sphère politique. Il est évident qu'un tel type de structure sociale, une contradiction aussi criante entre les forces productives socialement organisées et les vestiges de la propriété privée de ces forces, ne peut être durable. Il s'agit clairement d'un système économique transitoire, d'une forme abâtardie et intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme » (V. Bazarov, *ibid.* - "N. J." n° 39).

Nous comprenons maintenant pourquoi ce système est "involontaire" et "bâtard" ; mais il est également clair que les parents de ce bâtard ne sont pas exactement les parents supposés. L'un des parents est le capitalisme – c'est vrai, cela ne fait aucun doute ; mais l'autre n'est pas du tout le socialisme, mais un prototype très sinistre de celui-ci, le communisme militaire de consommation.

La différence n'est pas négligeable. Le socialisme est avant *tout un* nouveau type de *coopération* – une organisation solidaire de la production ; le communisme militaire est *avant tout une forme particulière de consommation sociale* – une organisation autoritairement réglementée de parasitisme et d'extermination de masse. Il ne doit pas y avoir de confusion.

Les maximalistes ne remarquent pas une "contradiction criante" entre leur construction et la réalité : si le capitalisme d'Etat devait être la "première étape" de la révolution socialiste, il devrait être le résultat des *forces motrices progressives* du capitalisme, c'est-à-dire, au sens immédiat, le développement de la *lutte de classe des prolétaires*. Nous savons cependant qu'à son berceau se trouvait non pas une lutte de classes aggravée, mais une *coopération* "aggravée" *des classes* dans leur unité nationale à des fins d'extermination.

Permettez-moi de souligner une autre contradiction, moins flagrante, mais peut-être pas moins profonde. Les maximalistes prétendent que l'Allemagne, en créant une "organisation systématique de la production", a prouvé en pratique sa "maturité matérielle" pour le socialisme. Mais ce n'est pas seulement l'industrie hautement capitaliste de l'Allemagne qui a prouvé sa "maturité" ; son agriculture, avec son retard organisationnel et ses millions de petites entreprises, a également prouvé sa maturité : L'Allemagne y avait mis en place une "gestion et une direction centralisées". Comment comprendre cela ? Quelque peu embarrassé par la force de persuasion excessive des faits, le théoricien maximaliste M. Lurie¹ explique que l'agriculture allemande elle-même, *de l'intérieur*, n'est pas mûre, mais que le reste de l'organisme économique du pays est si mûr, pourrait-on dire, qu'il dispose d'un surplus suffisant de forces d'organisation matérielles et sociales pour organiser systématiquement l'agriculture "d'en haut et de l'extérieur". Pour étayer cette explication, Lurie se réfère à la considération suivante, généralement correcte :

« ...la maturité matérielle d'un pays ne doit pas être considérée du point de vue de la nécessité d'amener au préalable *chaque branche de l'économie* dans sa forme isolée à

¹ [M. A. Lurie (Y. Larine) (1882-1932) - économiste et journaliste. Membre du POSDR depuis 1900, menchevik. En août 1917, lors du VI^e congrès du POSDR (b), il est admis au sein du parti bolchevique en tant que membre des "inter-raionistes"[mezhrayontsy]. Après la révolution d'octobre, il est l'un des dirigeants du comité économique national de l'Union, président du comité de politique économique et, à partir de 1921, membre du présidium du comité de planification de l'État. L'influence de l'idéologie du "communisme de guerre" est palpable dans les travaux économiques de Larine, dont les excès gauchistes ont été critiqués à plusieurs reprises par V.I. Lénine. *Note des éditeurs soviétiques de 1990*]

la maturité technique et organisationnelle – mais comme un dérivé de l'état *général* de toutes ses forces productives dans le résultat moyen... »¹.

C'est vrai. Mais la question se pose. La "réglementation systématique" de l'Autriche n'est guère inférieure à celle de l'Allemagne et, à certains égards, elle est même allée plus loin que cette dernière. L'Autriche est-elle donc également mûre et trop mûre ? Mais est-il possible d'assimiler le niveau de développement capitaliste de l'Autriche à celui de l'Allemagne ? Le certificat de maturité n'est-il pas trop facilement délivré ?

Mais nos maximalistes exigent – et à juste titre – la mise en œuvre décisive du système de capitalisme d'État en Russie, et ils espèrent que ses formes en *Russie* peuvent même être plus démocratiques et progressistes qu'en Allemagne. La Russie est-elle déjà "mûre" pour le socialisme "dans le résultat moyen des forces productives" ? Je crains qu'il ne faille trop de foi pour le reconnaître. Mais peut-être le capitalisme d'État est-il impossible en Russie ? Rien ne le prouve, et il y a, au contraire, beaucoup de faits en faveur de la possibilité de son développement suffisant, même dans notre pays arriéré. Mais dans ce cas, de quelle sorte de "semi-socialisme" s'agit-il ?

Il n'y aura pas de révolution socialiste en Europe, comme en Russie, aujourd'hui. Mais il ne fait guère de doute qu'une série d'*autres* révolutions s'y produiront. Elles devront liquider l'héritage de la guerre et, dans la plupart des pays, le retard accumulé avant la guerre. Et cela signifie :

- 1) Instaurer un système démocratique partout où il n'existait pas ; le rétablir là où il existait, mais où il a été pratiquement éliminé, repoussé par l'énorme développement de l'autoritarisme : la dictature du pouvoir et l'oligarchie des financiers qui la sous-tend.
- 2) Éliminer l'un des principaux retards de développement : l'oppression nationale avant la guerre et nouvellement créée par la guerre.
- 3) Rétablir les liens mondiaux, économiques et culturels, dont la rupture, générée par la guerre, est cimentée par le système du capitalisme d'État.
- 4) Éliminer, par des coups d'État fiscaux ou des faillites gouvernementales, la dette massive qui fait peser sur les masses le fardeau d'un tribut insoutenable aux rentiers parasites qui se développent.

Les tâches sont sérieuses et difficiles. La démocratie européenne ne peut rien faire de plus que de s'y atteler.

La foi et l'optimisme sont bons pour la bataille, mais pas pour l'exploration. Nous ne devrions nous engager dans la bataille que sur un terrain bien documenté. À cet égard, notre maximalisme est très dangereux ; il peut servir de base idéologique à des aventures et à des défaites cruelles.

D'où vient-il ? Sur quelle base sociale s'est-il développé ? Ce sont des questions nécessaires, car il ne s'agit plus de la passion de théoriciens individuels ou même d'agitateurs, comme le

¹ *Les utopistes du minimalisme et de la réalité*, p. 18. [Note de l'auteur]

maximalisme de Trotsky dans la dernière révolution, mais d'un courant relativement large et influent.

La psychologie de la foi est généralement caractéristique des périodes de déclin. L'optimisme des rêves est une réaction très naturelle à des images trop douloureuses de la réalité. Ainsi, le christianisme, avec sa foi et son rêve, est né de la décadence du monde antique. Et le contenu socialiste de la foi et du rêve actuels des maximalistes a, en outre, certaines racines dans la vie elle-même. Il est le reflet idéologique du *communisme militaire* colossalement développé. Le communisme militaire n'en est pas moins le communisme ; et sa contradiction aiguë avec les formes habituelles de l'appropriation individuelle crée l'atmosphère de mirage dans laquelle de vagues prototypes du socialisme sont pris pour sa réalisation.

Mais la tâche de la pensée scientifique est d'exposer et d'expliquer les mirages qui détournent du droit chemin vers l'idéal. Ce chemin est le plus court ; il doit et peut l'indiquer.

V. L'État commune¹

Une construction maximaliste typique est représentée par la théorie de Lénine sur l'"État-commune" en tant que forme *politique* de transition du système bourgeois au socialisme. La Commune de Paris de 1871 sert de modèle à Lénine.

Selon les termes de Lénine, il ne s'agit pas d'un État parlementaire-bourgeois ordinaire, mais d'un État *sans* armée permanente, *sans* police opposée au peuple, *sans* pouvoir officiel décrété sur le peuple. Il poursuit en expliquant qu'il s'agit d'une "république de Soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet" ("Lettres sur la tactique", Lettre 1, pp. 12 et 20)².

Il convient de noter qu'une telle "commune" diffère considérablement de la Commune de Paris. Celle-ci avait une représentation élue, non pas séparément des ouvriers, des soldats, des paysans, etc., mais directement de la population, comme dans les élections démocratiques de la Douma. Cela rend-il le plan de Lénine plus correct ?

Sur la base de toute l'expérience de la révolution passée et présente, nous avons cru jusqu'à présent que les Soviets des députés ouvriers et autres représentent les *organes de la lutte révolutionnaire*, un instrument du mouvement de la révolution, de la destruction et de la construction effectuées par elle ; par conséquent, ils sont une institution révolutionnaire-légale, et non une institution légale-étatique. On nous propose maintenant de créer à partir d'eux "un nouveau type d'Etat".

Nous connaissons l'importance énorme des soviets, leur grande puissance créatrice dans la cause de la révolution. Mais essayons de les considérer comme des institutions étatiques permanentes et fondamentales : quel en sera le résultat ?

Les conseils sont la représentation élue des classes sociales et des groupes, pris individuellement, avec leurs intérêts particuliers. Le système électoral est caractérisé par l'indétermination et la pluralité. Dans une ville, les ouvriers en élisent un parmi cinquante, dans une autre parmi cent, dans une troisième parmi deux cents personnes ; dans un village, les paysans en élisent un parmi dix, dans un autre parmi vingt. Les délégués des conseils ouvriers des villes forment le conseil provincial, des conseils provinciaux le conseil régional, des conseils régionaux le conseil panrusse ; chez les paysans, le nombre d'échelons est encore plus grand. Il ne fait aucun doute que les ouvriers et les paysans constituent un élément démocratique ; mais le système des élections s'avère peu démocratique et même quelque peu

¹ Cet article a été publié dans l'organe du Soviet des députés ouvriers de Moscou. ("Izvestia" du 27 juin 1917). Les rédacteurs avaient l'intention d'ouvrir une discussion générale sur la question, et offrait aux léninistes leurs pages pour me répondre. Mais aucune réponse n'a été reçue jusqu'à présent. L'article est reproduit avec quelques modifications mineures. *Note de l'auteur, non reproduite dans l'édition soviétique de 1990 [MIA]*

² [Lénine V. I. *Œuvres complètes* Vol. 31, pp. 138, 115. – *Note des éditeurs soviétiques de 1990. Lénine, O. t. 24, p. 40 (Lettre sur la tactique) et p. 13 (Thèses d'Avril). Les Thèses et la Lettre étaient publiées dans la brochure qu'utilise Bogdanov. Note MIA]*

désordonné. Cela n'est pas important pour la révolution ; c'est suffisant : il faut détruire et construire à la hâte, il faut forger pendant que le fer est chaud ; les défauts de la forme s'évanouiront dans la précipitation de la vie, la force des intérêts de classe aiguisés brisera n'importe quel nombre d'étapes électorales et fera émerger les bonnes personnes pour la bonne cause. Mais en tant qu'*ordre étatique permanent*, ce système est évidemment beaucoup moins parfait que la république démocratique parlementaire et, en fait, directement inadapté.

Mais d'un autre côté la situation est encore pire. La représentation des classes est séparée, comme on dit, "curiale". Les curies d'ouvriers, de paysans et de salariés agricoles non seulement choisissent séparément, mais s'organisent aussi séparément, de bas en haut, sans s'unir dans une institution représentative commune. Le lien qui les unit est de l'ordre du droit international : ils s'entendent et communiquent en tant que parties indépendantes ; chacun n'est lié que par les décisions qu'il a prises. Mais ce lien n'est pas un lien de droit étatique.

Là encore, dans une révolution, alors que sa vague est en train de monter, cela ne représente pas un mal ou un danger particulier : il y a trop de tâches communes, les intérêts communs sont trop sérieux, les besoins communs des classes qui mènent la révolution sont trop urgents : les contradictions passent à l'arrière-plan et les accords sont faciles à trouver. Il en va tout autrement lorsque la révolution est passée, ou même lorsqu'elle est en voie d'achèvement, lorsqu'elle a rempli la plupart de ses tâches et que celles-ci cessent d'unir aussi étroitement les classes démocratiques.

Il serait erroné et, pour une personne se plaçant du point de vue de la classe, tout simplement ridicule de penser qu'un accord complet d'intérêts entre les deux parties principales de la démocratie – les ouvriers prolétariens et les petits paysans propriétaires – peut se poursuivre indéfiniment. Cet accord n'existe que dans le cadre d'une révolution démocratique, et encore, pas de manière inconditionnelle. Par exemple, on entend déjà les paysans protester avec indignation contre la journée de travail de 8 heures, qui a été proclamée, mais qui n'est pas encore pleinement appliquée : "Nous travaillons 17 heures, nos enfants et nos frères sont dans les tranchées toute la journée, et ils ne veulent pas plus de 8 heures !" S'il s'agit bien d'un malentendu, les conditions d'une réelle divergence d'intérêts sont également réunies.

Par exemple, une augmentation des salaires rend plus coûteux pour les paysans l'achat de leurs outils de production, de leurs vêtements, etc. Ensuite, les aspirations impérialistes expansionnistes peuvent, dans certaines conditions, trouver un terrain d'entente avec les intérêts paysans : l'extension des terres, pour laquelle la paysannerie japonaise sympathise avec les invasions en Chine. En outre, la révolution elle-même est presque un élément naturel pour l'ouvrier, alors qu'elle est profondément étrangère à la nature du paysan, avec son habitude des relations stables de la vie, avec son penchant pour les préceptes du passé ; il ne peut que temporairement, nécessairement, s'en accommoder ; et naturellement il sentira la soif de calme, d'ordre durable, beaucoup plus tôt que l'ouvrier. Enfin, le paysan est encore un propriétaire ; et plus les aspirations socialistes du prolétariat seront mises en avant au cours de la révolution, plus sa profonde divergence avec la paysannerie sera forte.

Tout cela, il est vrai, n'est pas encore terminé, et la voie générale est encore longue ; mais il s'agit d'un système étatique, c'est-à-dire d'une organisation permanente qui doit survivre à toute la révolution et se maintenir pendant une certaine période de développement après elle. Et il faut voir ce qui doit résulter des premiers conflits d'intérêts de classe entre les éléments prolétariens et non prolétariens de la démocratie.

Il n'y a pas d'autorité suprême sur les Soviets nationaux des députés ouvriers et paysans, et ils n'ont nulle part où s'adresser pour résoudre les conflits. Il n'existe pas non plus de méthode obligatoire pour parvenir à un accord : chaque Conseil décide pour lui-même et pour lui seul. Il n'existe pas non plus de méthode fiable pour comparer et examiner avec précision les forces des uns et des autres : l'un est manifestement supérieur en nombre, l'autre en organisation et en culture. Comme deux puissances, elles peuvent s'entendre ; comme deux puissances, en cas de divergence fondamentale, elles en arrivent à un "ultimatum", une exigence de céder à tout prix. Que se passe-t-il alors ? La chose la plus évidente : la guerre civile, la suppression d'un des deux camps par des moyens brutaux et mécaniques.

À plus petite échelle, un phénomène similaire s'est produit il n'y a pas si longtemps à Ekaterinbourg. Le Conseil des députés ouvriers y était en désaccord avec le Conseil des députés soldats : le premier était bolchevique, le second était dominé par d'autres factions. Le Soviet des députés soldats exige alors que les députés ouvriers soient réélus. La question était alors en quelque sorte réglée – la force des intérêts communs l'emportait encore sur toutes les contradictions. Mais il est clair que dans des circonstances quelque peu différentes, la situation aurait été désespérée et l'affaire se serait mal terminée.

C'est tout à fait naturel. Si les Soviets sont par nature des organes de la lutte révolutionnaire, alors leurs moyens de décision finaux, en cas d'affrontements, sont inévitablement révolutionnaires. Mais quel est ce "système étatique" dans lequel le vote décisif sur la Constitution elle-même se fait les armes à la main ?

Rappelons-le : *l'État est une organisation de domination de classe*. Dans la pensée de Lénine, sa commune russe doit être la domination conjointe du prolétariat, de la petite paysannerie et des groupes intermédiaires. Mais Lénine ne voit pas que la domination conjointe de *classes hétérogènes et organisées séparément ne peut pas être un ordre stable*.

La situation aurait été meilleure pour lui s'il avait supposé que notre révolution, se développant continuellement et sans s'arrêter, doit passer à une révolution socialiste, comme Trotsky l'a pensé lors de la dernière révolution. Ce serait alors comme s'il était possible de supposer que seuls les soviets, en tant qu'institutions non pas étatiques mais révolutionnaires, fonctionnent en permanence. Mais Lénine rejette cette proposition et met même en garde contre elle¹.

Et en cela, bien sûr, il a raison : nous sommes encore loin du socialisme – notre révolution est démocratique. En particulier, la paysannerie ne voudra en aucun cas vivre indéfiniment dans un chaudron en ébullition ; ayant reçu des terres, autant qu'elle en trouve, une réforme fiscale et un crédit organisé pour l'amélioration de l'économie, elle exigera la "pacification" et, s'il le faut, l'effectuera elle-même. Sous une "commune" d'Etat, cette pacification ne pourrait être que sanglante. Et le sort de la commune russe serait le même que celui de la commune de Paris.

¹ C'est ce qu'écrivait Lénine en avril 1917. Maintenant, en novembre, comme nous le savons, devenu chef du gouvernement, il proclame une révolution "socialiste" et tente en pratique de réaliser une révolution militaro-communiste. Bien sûr, cela rend la position incomparablement plus utopique. [Note de l'auteur]

Certains, cependant, croient que notre révolution se poursuivra réellement sans interruption jusqu'au socialisme : nous ne l'aurions pas atteint nous-mêmes assez tôt ; mais les travailleurs d'Europe occidentale le réaliseront bientôt en passant de la lutte pour la paix au renversement du capital ; ils nous aideront alors à accélérer notre transition vers le socialisme. Certes, il faut une foi solide pour ne pas douter que les travailleurs européens, qui ont longtemps, dans leur majorité, suivi si docilement les capitalistes et qui, après trois ans de guerre, se battent encore avec tant de zèle et de sincérité pour eux, qui ont gaspillé tant de forces accumulées avant la guerre, voudront et pourront demain reconstruire la société dans ses fondements mêmes. Mais supposons que tout cela se produise. Pourtant, des années et des années s'écouleront avant que notre révolution ne passe du stade démocratique au stade socialiste. Est-il possible que pendant tout ce temps il y ait une montée continue de la révolution, qu'elle ne recule pas une seule fois, qu'elle ne soit pas remplacée par un déclin temporaire, par la réaction ? C'est absolument improbable. Et dans une telle réaction, les contradictions d'intérêts se manifestent inévitablement. Dans une république démocratique, il est possible de les régler et de calculer les forces, de trouver les concessions nécessaires, de soumettre pacifiquement la partie qui a été la plus faible et qui s'attend à devenir la plus forte dans l'avenir, par la voie parlementaire. Dans une république des Soviets, cette voie est fermée et la réaction a toutes les chances de se transformer en guerre civile avec un énorme gaspillage des meilleures forces du peuple.

Ainsi, le projet léniniste est totalement incompatible avec une compréhension scientifique de l'État et des rapports de classe.

La rupture de Lénine avec la science et le scientisme va plus loin. Voici ce qu'il dit des fonctionnaires de l'État communiste : "Le salaire de tous les fonctionnaires, s'ils sont élus et révocables à tout moment, n'est pas plus élevé que le salaire moyen d'un bon ouvrier".

Fixer un salaire uniforme, "pas plus élevé que le salaire moyen d'un bon ouvrier", pour les types de travail organisationnel les plus divers en termes de qualité, de quantité et d'intensité, est, du point de vue économique, une erreur qui va à l'encontre de l'ABC. Un travail de plus grande durée, de plus grande tension, de plus grande complexité constitue une dépense d'énergie plus importante pour l'organisme humain. Cette dépense accrue doit correspondre à une assimilation accrue de l'énergie, c'est-à-dire à une consommation plus abondante et plus complexe. Si un commissaire-ministre, effectuant un travail qui épuise le cerveau et les nerfs et qui, souvent, en quelques mois, épuise un homme pour plusieurs années, reçoit les mêmes 200-300 roubles qu'un bon tourneur moyen, quel tourneur voudrait être ministre ?¹ Pour le salaire moyen d'un bon ouvrier, il n'est possible que de faire le travail moyen d'un bon ouvrier. Cela ressemble à du communisme préscientifique et enfantin : "L'égalité pour tous". Mais dans la pratique, cela signifierait ceci : tous les postes les plus difficiles et les plus responsables deviendraient le privilège soit des enfants de la bourgeoisie, qui ont des moyens personnels, soit des hommes politiques, qui pourraient "gagner de l'argent" sans être gênés par les moyens.

Est-il bon, par ailleurs, que les élus soient "révocables à tout moment" ? Si, par exemple, une majorité des bolcheviks siègent dans un district, tous les postes sont occupés par des bolcheviks. Si les mencheviks gagnent quelques centaines de voix, obtiennent un avantage – et tous les bolcheviks disparaissent ; qu'ils aient fait du bon ou du mauvais travail – cela n'a pas d'importance, ils sont "révocables à tout moment". Qu'est-ce qui peut résulter d'une telle

¹ Aujourd'hui, les commissaires du peuple reçoivent 500 roubles chacun. Mais 500 roubles en décembre 1917, c'est moins que 300 en avril. [Note de l'auteur]

révocabilité, si ce n'est la domination d'une démagogie nue ? Qui d'autre que des politiciens désespérés voudrait s'engager dans un tel système ?

Il y aurait beaucoup à dire sur le plan de Lénine, mais je pense que c'est suffisant.

Les mêmes caractéristiques – peut-être poussées à l'extrême – de la pensée maximaliste que nous avons déjà vues : manque d'analyse organisationnelle, croyance en des vœux pieux, une sorte d'"optimisme de la destruction", l'attente de résultats exceptionnellement révolutionnaires....

Ce n'est pas sur de tels chemins que la pensée mène à la vérité, la lutte à la victoire.

VI. L'idéal et le chemin

L'idéal du socialisme prolétarien, depuis qu'il a été proclamé il y a 70 ans, n'est pas resté inchangé. Il a grandi, s'est élargi, s'est approfondi avec la croissance et l'ascension culturelle du prolétariat lui-même. À l'époque, les premiers enseignants du socialisme prolétarien imaginaient que leur idéal était réalisable immédiatement, dans les années à venir. Combien de fois la vie des pays les plus avancés était-elle plus pauvre qu'aujourd'hui, matériellement et culturellement ! Il est clair que l'image de l'idéal, telle qu'elle était dessinée par les maximalistes de l'époque, était autant de fois plus pauvre en contenu matériel et culturel qu'elle ne l'est dans la conscience des maximalistes d'aujourd'hui. La "société socialiste des années 50" imaginée aurait été bien inférieure à notre réalité, tant du point de vue de la domination sur les éléments de la nature que de la richesse et de la variété des possibilités de vie et des éléments de développement.

La croissance de la vie, la croissance de la classe et de sa conscience est la croissance de l'idéal. Aujourd'hui, au tournant de l'histoire, alors que la classe ouvrière traverse une étape nouvelle, sans précédent et terrible de son parcours, la compréhension de l'idéal ne peut rester la même, elle doit s'élever à un stade supérieur.

Qu'a-t-on vu jusqu'à présent dans le socialisme ? Une révolution de la propriété, un changement de maître dans la société – une question d'intérêt de classe et de pouvoir matériel des masses. Que doit-on y voir ? La révolution créatrice de la culture mondiale, le remplacement de la formation et de la lutte spontanées des formes sociales par leur création consciente – une question de nouvelle logique de classe, de nouvelles méthodes de combinaison des forces, de nouveaux modes de pensée.

Une compréhension correcte de l'idéal donne le chemin objectivement le plus court pour y parvenir. Certes, si l'idéal est plus élevé, le chemin vers lui semble plus long pour les impatientes, qui préfèrent croire en ce qu'ils veulent croire. Mais celui qui y réfléchit verra que le chemin ne fait que paraître plus loin.

Et pas seulement parce que c'est un chemin inévitable, qu'on l'emprunte maintenant ou plus tard, après de douloureuses errances et de lourdes défaites. Oui, pour cette raison, mais aussi parce que l'idéal se réalise ici non seulement au bout du chemin, mais tout au long de celui-ci.

Selon les anciennes notions, le socialisme gagne d'abord et se réalise ensuite ; avant la victoire, il n'est pas une réalité, il n'existe pas, il n'est qu'un "but ultime". Il n'en est pas ainsi pour nous.

Le socialisme est une camaraderie mondiale de personnes qui ne sont pas séparées par la propriété privée, la concurrence, l'exploitation, la lutte des classes, la domination de la nature, et qui créent consciemment et systématiquement leurs relations mutuelles, leur domaine d'idées, leur organisation de vie et d'expérience.

Regardez le prolétariat. C'est une classe qui, dans son développement, devient peu à peu un collectif international de travailleurs humains, non séparés par la propriété privée, qu'ils ne possèdent pas, ni par la concurrence, qu'ils éliminent dans leur environnement, ni par l'exploitation, parce qu'ils n'exploitent pas, ni par la lutte des classes, parce qu'elle est menée par eux non pas à l'intérieur mais à l'extérieur et qu'elle les lie plutôt qu'elle ne les sépare. C'est un collectif qui réalise de ses propres mains le pouvoir de l'humanité sur la nature qui a été atteint...

Voilà ce qu'est le socialisme en pratique, en tant que système de classes en développement. Mais l'image est incomplète.

Le prolétariat crée-t-il consciemment et systématiquement ses relations internes et ses instruments d'organisation – les idées ? Non, jusqu'à présent, en général, il ne l'a pas fait. La tradition et la recherche spontanée ont dominé sa créativité, organisationnelle et culturelle. Aucune tâche n'a été fixée pour subordonner cette créativité à la science et à la rationalité, aucune méthode n'a été élaborée pour résoudre une telle tâche.

La tempête mondiale s'est abattue sur le monde et a montré, à un prix terrible, que cela ne pouvait pas continuer ainsi. Il est apparu clairement que la question de la culture est une question de force, que la spontanéité et la tradition signifient l'impuissance et l'esclavage. Le prolétariat doit, dans son travail d'organisation et d'idéologie, s'appuyer fermement sur des bases nouvelles. Dès lors et dans la mesure où il y parviendra, le fossé entre son idéal et son activité de classe disparaîtra. Dès lors, tout son mouvement vers l'avant sera une réalisation en développement continu du socialisme en tant que nouveau monde de la culture.

La réalisation créative de l'ordre de classe socialiste conduira le prolétariat à la victoire qui transformera cet ordre en un ordre universel. Le développement socialiste culminera dans la révolution socialiste.

Bien sûr, le socialisme montant dans la vie de la classe ne soulagera pas les masses de l'insécurité, de la misère et des calamités du capitalisme : seul un socialisme victorieux le fera, et c'est là leur profonde différence. Mais le premier réduira aussi au minimum possible le gaspillage des forces pendant toute l'époque de la lutte.

On nous demande maintenant de "reconnaître" le socialisme à venir dans la caricature hideuse qu'en ont fait la guerre et l'ancien système. Nous ne sommes pas d'accord. Heureusement pour nous, notre socialisme est beau à tous les stades de sa réalisation historique. Il ne se cache pas sous le masque d'un vampire, et il n'est pas nécessaire de faire un effort particulier pour le reconnaître dans sa rupture de plus en plus profonde avec le vieux monde, au milieu de la situation tragique de l'époque.

Telle est notre conception de l'idéal. La tâche en découle : poursuivre la lutte et l'organisation antérieures, collecter, développer et systématiser consciemment et systématiquement les germes émergents d'une nouvelle culture – les éléments du socialisme dans le présent.

Sans aucun doute, la culture socialiste du prolétariat n'est pas tout à fait ce qu'est la culture de la société socialiste. Un jeune homme n'est pas ce qu'est un homme mûr ; une étape du processus est différente d'une autre. Mais la différence n'est pas dans les principes, ni dans la qualité – la différence est dans le degré. Comparez la culture bourgeoise avant les révolutions victorieuses et après, et vous comprendrez.

Certains de nos maximalistes le soulignent avec force : la culture prolétarienne n'est pas la même que la culture socialiste. Pourquoi ont-ils besoin de cela ? Pour éviter de poser des exigences trop grandes, qui éloignent évidemment de leur utopie. Ils ne reconnaissent la culture prolétarienne que comme un auxiliaire de la formation d'un "poing de plomb", comme le dit l'un d'entre eux. Ils se trompent : c'est infiniment plus que cela.

D'autres, minimalistes pour la plupart, estiment que la création d'une culture prolétarienne en général est trop difficile, voire impossible pour la classe subalterne engagée dans le travail physique. Qu'elle soit difficile est incontestable, sinon il n'y aurait rien à dire. Que ce soit irréalisable n'est prouvé par rien. La valeur principale du programme minimum est de donner du temps libre et de la force à cette tâche. Et si c'était impossible, la classe ouvrière ne pourrait compter que sur le passage d'un asservissement à un autre – du joug des capitalistes au joug des ingénieurs et des savants.

Un troisième groupe – je ne sais pas s'il faut le citer – s'opposait à l'idée même d'une culture socialiste du prolétariat en l'accusant d'opportunisme. C'est, disaient-ils, la vieille doctrine bernsteinienne de la croissance du socialisme dans le capitalisme. Voilà une critique selon la méthode très habituelle de la "généralisation dépréciative". En fait, les orthodoxes et les révisionnistes se situent sur le même terrain de compromis et de modération dans la question de la culture : ils reconnaissent que le prolétariat peut et doit se contenter, en général, de la culture bourgeoise. En réalité, cela signifie l'esclavage culturel ; et la guerre a montré ce qu'il en coûte à la classe ouvrière.

Je n'ai cependant pas l'intention de convaincre les théoriciens de l'un ou l'autre camp. La plupart d'entre eux sont assez peu disposés à cela en raison de leur manque de pensée scientifique et organisationnelle, et de leur infaillibilité en général. Je m'adresse à ceux qui peuvent et veulent apprendre.

Notre époque est confrontée à de grandes tâches. Le chemin vers l'idéal est difficile mais clair. Sur ce chemin, il peut y avoir des défaites, mais il ne peut y avoir de déception, car il s'agit de l'idéal lui-même dans sa réalisation cohérente dans la vie.

Table des matières

I. Le système collectiviste.....	2
1. les techniques sous le collectivisme.....	3
2. La force de travail.....	5
3. La coopération.....	7
4. La distribution.....	9
II. Est-ce pour demain ?.....	11
III. Le programme de la culture.....	25
IV. Communisme de guerre et capitalisme d'État.....	38
V. L'État commune.....	47
VI. L'idéal et le chemin.....	52

Renvoi I : [Lettre de Bogdanov à Lounatcharski, 19 novembre \(2 décembre\) 1917](#)

Renvoi II : Bibliographie : A. Bogdanov, *Les problèmes du socialisme* (Boukharine, 1918)
[7e article dans [« Sept articles de Boukharine publiés en 1918... »](#)]